



RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMITÉ RÉGIONAL ARMÉES-JEUNESSE DE LA RÉUNION 2023

Avant-propos

Le général Laurent Cluzel, commandant supérieur des Forces Armées dans la Zone Sud de l'Océan Indien, sous le haut patronage de la générale de corps aérien Dominique Arbiol, directrice du service national et de la jeunesse, a ouvert la première réunion du Comité Régional Armées-Jeunesse de l'île de La Réunion, (CRAJ), le jeudi 19 janvier 2023 à 18H30 au quartier Lambert à Saint-Denis de La Réunion.

Une vingtaine de participants invités étaient présents.

A l'issue de cette réunion inaugurale, un groupe de travail (GT) a été constitué.

Bernard Hay, président de l'association régionale de l'Institut des hautes études de défense nationale de l'océan Indien a été élu président du groupe.

La mission assignée au président et aux membres du GT du CRAJ La Réunion est de produire un rapport, fruit de la réflexion du groupe sur une problématique définie qui répond au thème d'étude :

**« Comment sensibiliser la
jeunesse aux grands enjeux du
sud de l'océan Indien »**



INTRODUCTION

Un premier constat a souligné la pertinence du sujet de réflexion du GT : dans un contexte international en perpétuel mouvement, il est important que les jeunes réunionnais puissent appréhender les grands enjeux de l'océan Indien.

Le groupe de travail du CRAJ, constitué de différents acteurs institutionnels et associatifs locaux s'est donc, réuni tout au long de l'année pour mesurer la connaissance des jeunes réunionnais de ces grands enjeux selon un calendrier régulier.

Après plusieurs échanges, le GT a décidé d'établir une photographie d'une cohorte de jeunes issus d'un certain nombre d'institutions ou associations représentées dans le GT.

Un questionnaire a été élaboré et diffusé autour de 5 thématiques :

- Histoire-Géographie ;
- Environnement ;
- Economie ;
- Culture ;
- Défense.

306 jeunes de 15 à 25 ans ont répondu à ce questionnaire. Ce panel se veut représentatif, tant socialement que géographiquement de l'île de La Réunion.

L'objet de ce rapport est de présenter l'analyse de ce questionnaire et les préconisations qui en découlent.

Questionnaire soumis aux jeunes réunionnais dans le cadre du GT

La zone Océan Indien

Testez vos connaissances ! Vous obtiendrez votre score à la fin.

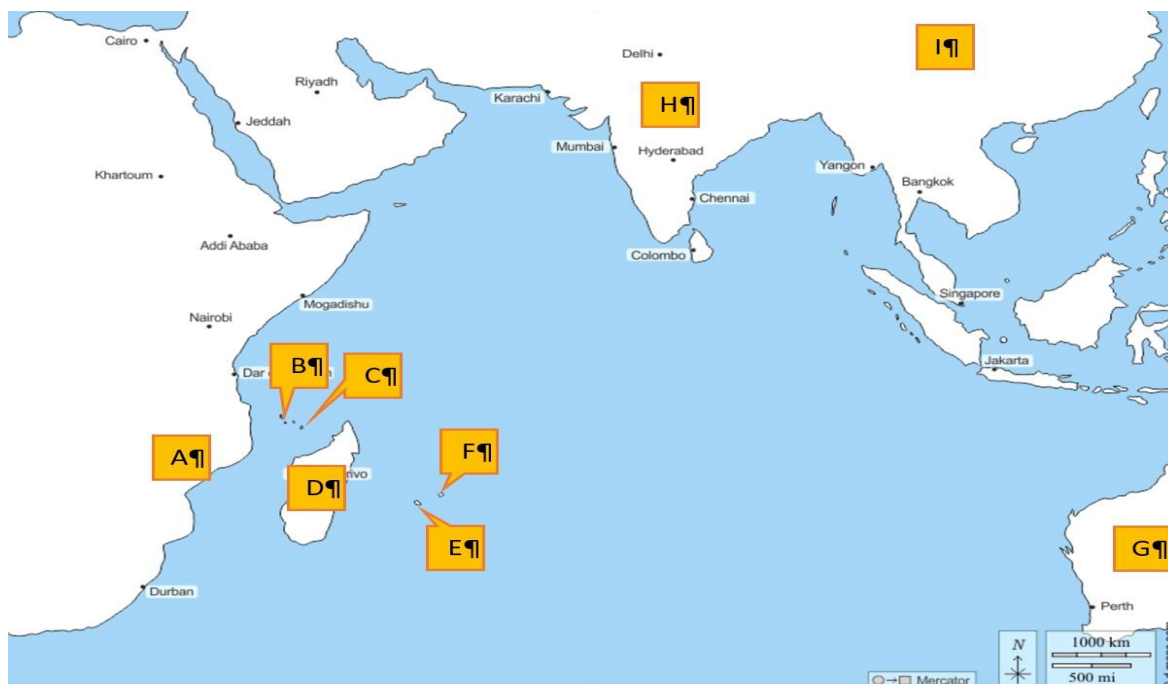
Merci de ne pas vous aider avec internet et de ne répondre qu'une fois au questionnaire. Ce questionnaire est anonyme.

1. Pour commencer, indiquez l'organisme qui vous a transmis ce questionnaire

Une seule réponse possible.

- ☐ JDC
- ☐ RSMA
- ☐ Université de La Réunion
- ☐ CRIJ
- ☐ SNU
- ☐ PRODIJ
- ☐ Classe défense
- ☐ EDC
- ☐ SciencesPo
- ☐ Missions locales

DES QUESTIONS DE GÉOGRAPHIE ET D'HISTOIRE



2. Indiquez à quel repère sur la carte correspond chacun des lieux.

Une seule réponse possible par ligne.

9 points

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Mozambique	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Chine	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La Réunion	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Australie	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Maurice	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Inde	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Comores	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Madagascar	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Mayotte	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐

3. De quels pays sont originaires les engagés qui sont venus travailler à La Réunion après l'abolition de l'esclavage ?

Plusieurs réponses possibles.

4 points

- ☐ Chine
- ☐ Madagascar
- ☐ Inde
- ☐ Mozambique
- ☐ Australie

4. Quels sont les territoires français revendiqués par des pays étrangers ?

Plusieurs réponses possibles.

4 points

- ☐ La Réunion
- ☐ Mayotte
- ☐ Les îles Éparses

5. Pour quelle raison la France tient-elle à assurer sa souveraineté sur les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) ?

Plusieurs réponses possibles.

4 points

- ☐ Pour protéger les Zones Economiques Exclusives
- ☐ Pour développer le tourisme
- ☐ Pour protéger la faune et la flore
- ☐ Pour avoir des beaux paysages

6. Quel pays investit beaucoup dans les installations portuaires et énergétiques de la zone Océan Indien ?

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ La Chine
- ☐ La France
- ☐ L'Inde
- ☐ Les USA

7. Qui occupe la base militaire de Diego Garcia au centre de l'océan Indien ?

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ La Chine
- ☐ L'Inde
- ☐ La France
- ☐ Les USA

DES QUESTIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

8. Quelle est la culture dominante à La Réunion ?

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ Le café
- ☐ Les lentilles
- ☐ La canne à sucre

9. En quelle année les cirques, pitons et remparts de La Réunion sont-ils devenus Patrimoine mondial de l'UNESCO ?

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ 1990
- ☐ 2000
- ☐ 2010

10. Le pétrel de Barau est une espèce menacée. Mais qu'est-ce donc ?

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ Un arbuste
- ☐ Un poisson
- ☐ Un oiseau

11. En quelle saison peut-on observer des baleines à La Réunion ?

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ Pendant l'hiver austral, de mai à octobre
- ☐ Pendant l'été austral, de novembre à avril
- ☐ Toute l'année

12. Quels animaux font partie de la faune de l'océan Indien ?

Plusieurs réponses possibles.

4 points

- ☐ Manchoy royal
- ☐ Chouette effraie
- ☐ Baleine à bosse
- ☐ Orque
- ☐ Héron cendré
- ☐ Loup
- ☐ Tortue verte

13. Qu'est-ce que El Nino et La Nina ?

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ Un frère et une sœur
- ☐ Le nom des tours jumelles du World Trade Center
- ☐ Des phénomènes météo

DES QUESTIONS D'ÉCONOMIE

14. Quels sont les 3 secteurs d'activité les plus représentés sur l'île de La Réunion ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Services publics
- ☐ Énergie
- ☐ Agriculture
- ☐ Santé
- ☐ Industrie
- ☐ Services à la personne
- ☐ Tourisme
- ☐ Commerce
- ☐ Automobile

15. Où sont fabriquées les voitures de marque Peugeot ?

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ À La Réunion
- ☐ En France hexagonale
- ☐ Dans plusieurs pays du monde

16. Où est cultivé le riz vendu à La Réunion ?

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ À La Réunion
- ☐ En France hexagonale
- ☐ Dans plusieurs pays du monde

17. Quelles sont les opportunités d'emploi dans ton quartier/ville ?

DES QUESTIONS DE CULTURE

18. Désignez l'artiste qui n'est pas réunionnais

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ Danyèl Waro
- ☐ Gramoun lélé
- ☐ Kaya

19. Désignez la réalisation qui ne se trouve pas dans notre région de l'océan Indien

Une seule réponse possible.

4 points



Option 1



Option 2



Option 3

20. Désignez le sportif qui n'est pas d'origine réunionnaise

Une seule réponse possible.

4 points

- ☐ Daniel Narcisse
- ☐ Teddy Riner
- ☐ Dimitri Payet

21. Désignez le paysage qui n'est pas dans l'océan Indien

Une seule réponse possible.

4 points



☐ Option 1



☐ Option 2



☐ Option 3

22. Selon vous, quelles images représentent le mieux La Réunion parmi celles proposées (il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses)

Plusieurs réponses possibles.



☐ Dimitry Payet,
footballeur



☐ le séga



☐ Mme Bello,
Présidente du
Conseil Régional
de La Réunion



☐ le volcan



☐ la Nouvelle Route
du Littoral



☐ les montagnes et
chemins de
randonnée



☐ les plages

DES QUESTIONS DE DÉFENSE

23. Pourquoi est-ce important pour toi d'être en paix à La Réunion ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Pour être heureux ?
- ☐ Pour se sentir en sécurité ?
- ☐ Pour gagner de l'argent ?

24. La Réunion pourrait-elle être en guerre ?

Une seule réponse possible.

- ☐ Oui
- ☐ Non

25. Si oui...pourquoi serait-elle en guerre ?

Une seule réponse possible.

- ☐ Pour sa position géographique, dans l'océan Indien
- ☐ Pour ses paysages
- ☐ Pour son rhum

26. Avec qui pourrait-elle être en guerre ?

Une seule réponse possible.

- ☐ Des pays voisins
- ☐ Des terroristes
- ☐ Des Russes
- ☐ Je ne sais pas...

27. Comment La Réunion pourrait-elle se protéger ?

Une seule réponse possible.

- ☐ En renforçant sa défense militaire
- ☐ En négociant : en achetant la paix (en donnant de l'argent)
- ☐ En ne faisant rien
- ☐ En fuyant

28. Quels sont les principaux facteurs d'insécurité maritime ?

Plusieurs réponses possibles.

4 points

- ☐ La piraterie
- ☐ La pêche illégale
- ☐ Les trafics (humains, drogues)
- ☐ Les navires de guerre étrangers
- ☐ Les requins

Résultats du questionnaire

La zone océan Indien

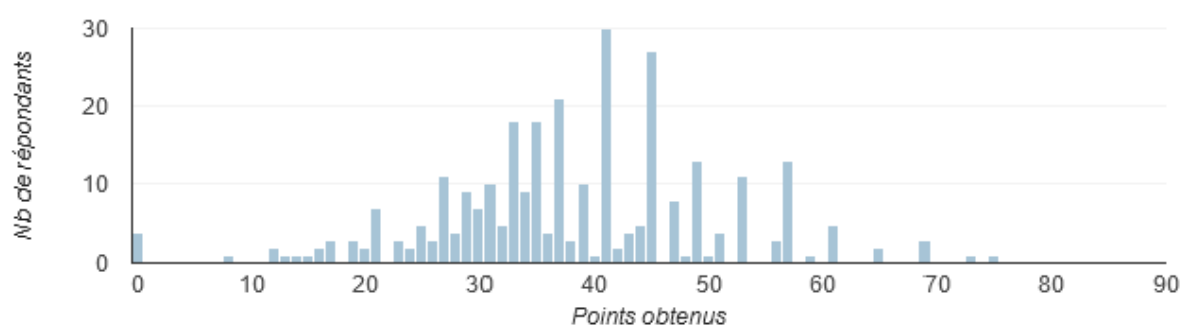
306 réponses

Moyenne
 38,17 points sur 85

Médiane
 37 points sur 85

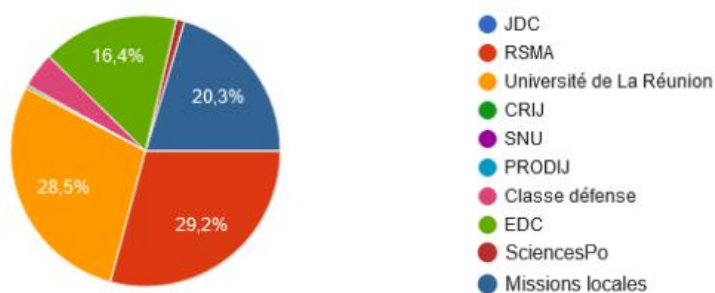
Plage
 0 – 75 points

Répartition du total des points



Pour commencer, indiquez l'organisme qui vous a transmis ce questionnaire

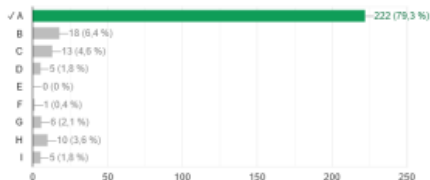
305 réponses



DES QUESTIONS DE GÉOGRAPHIE ET D'HISTOIRE

Indiquez à quel repère sur la carte correspond chacun des lieux.

222 réponses correctes sur 280



< Ligne 1 : Mozambique >

234 réponses correctes sur 278



< Ligne 2 : Chine >

258 réponses correctes sur 296



< Ligne 3 : La Réunion >

231 réponses correctes sur 270



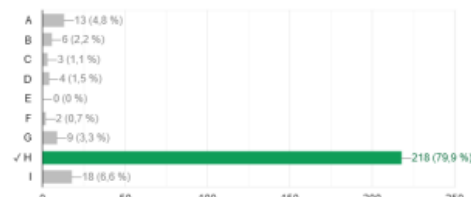
< Ligne 4 : Australie >

218 réponses correctes sur 273

246 réponses correctes sur 286

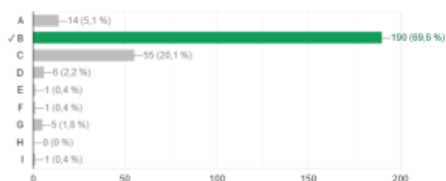


< Ligne 5 : Maurice >



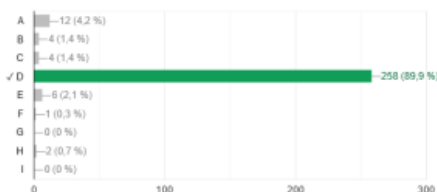
< Ligne 6 : Inde >

190 réponses correctes sur 273

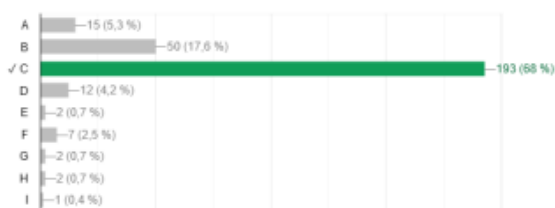


< Ligne 7 : Madagascar >

258 réponses correctes sur 287



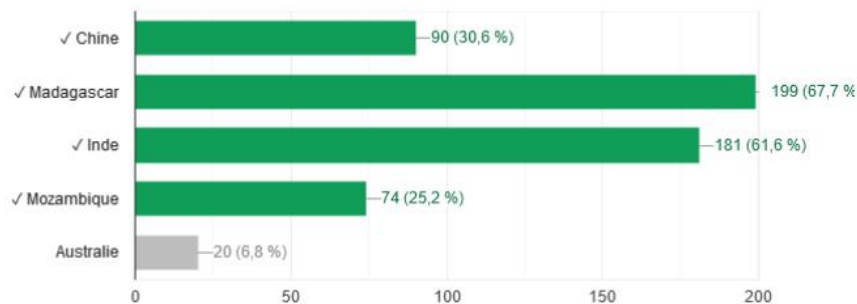
193 réponses correctes sur 284



< Ligne 9 : Mayotte >

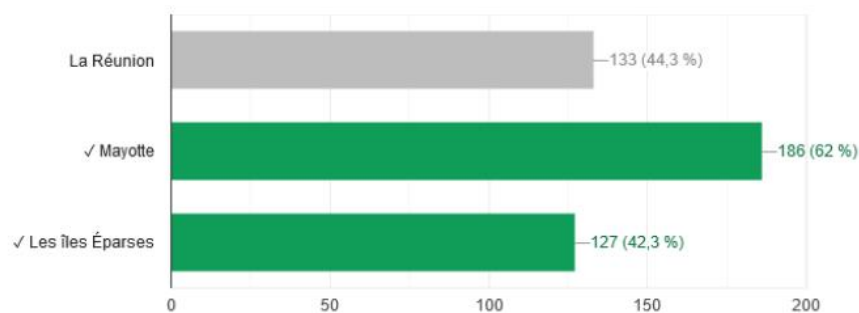
De quels pays sont originaires les engagés qui sont venus travailler à La Réunion après l'abolition de l'esclavage ?

19 réponses correctes sur 294



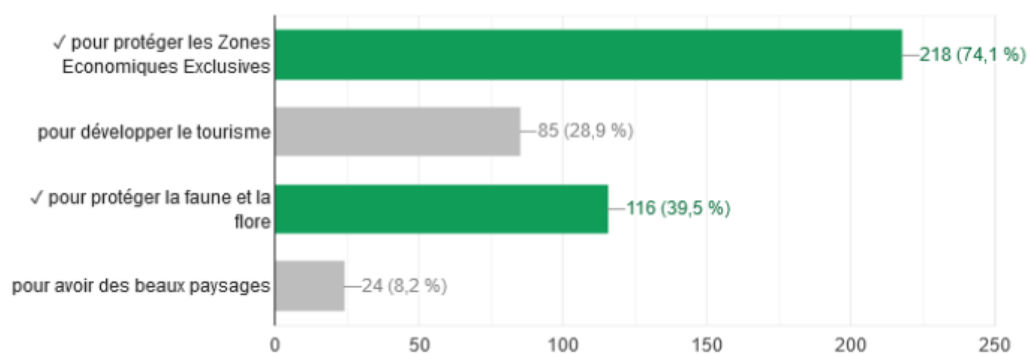
Quels sont les territoires français revendiqués par des pays étrangers ?

36 réponses correctes sur 300



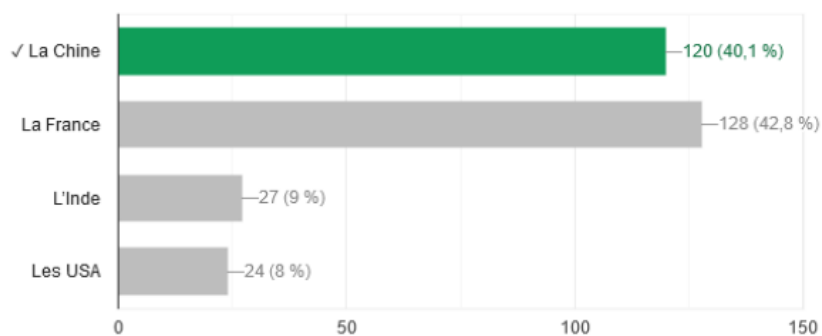
Pour quelle raison la France tient-elle à assurer sa souveraineté sur les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) ?

54 réponses correctes sur 294



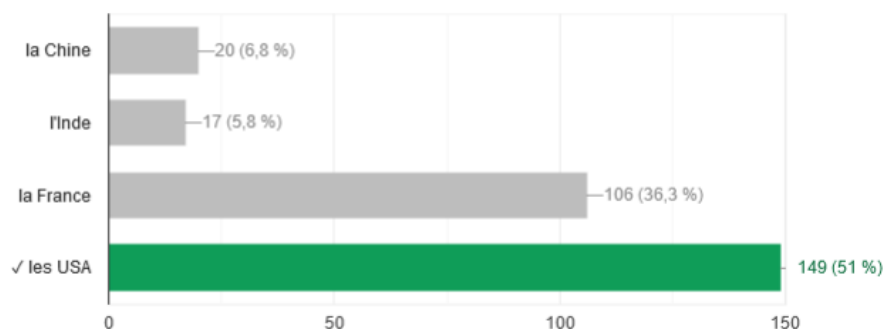
Quel pays investit beaucoup dans les installations portuaires et énergétiques de la zone Océan Indien ?

120 réponses correctes sur 299



Qui occupe la base militaire de Diego Garcia au centre de l'Océan Indien ?

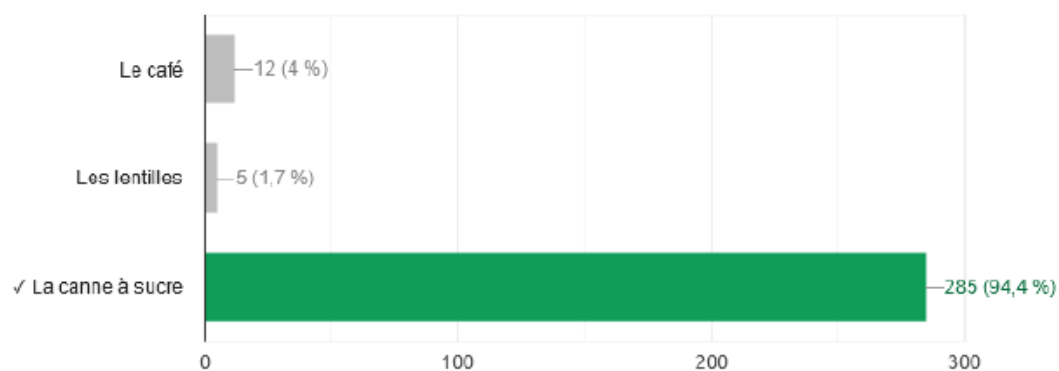
149 réponses correctes sur 292



DES QUESTIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

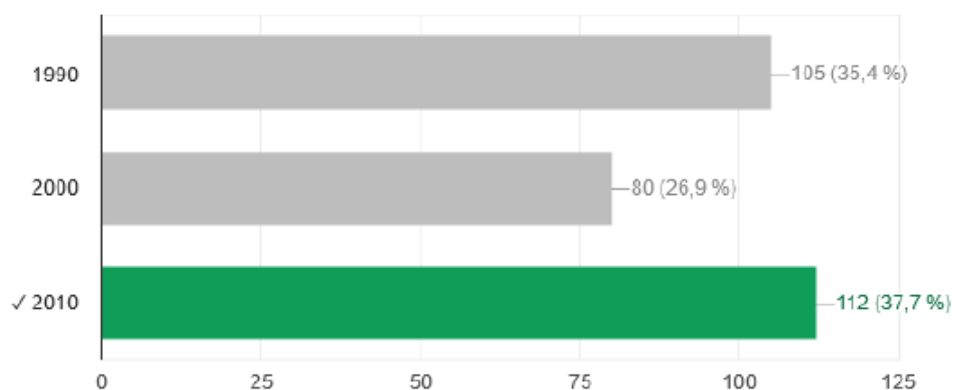
Quelle est la culture dominante à La Réunion ?

285 réponses correctes sur 302



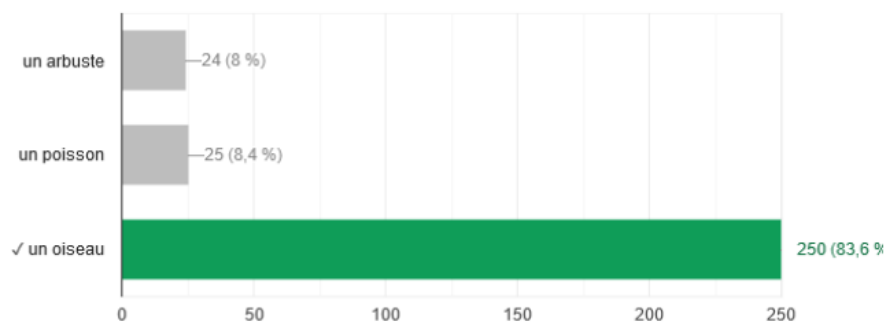
En quelle année les cirques, pitons et remparts de la réunion sont-ils devenus Patrimoine mondial de l'UNESCO ?

112 réponses correctes sur 297



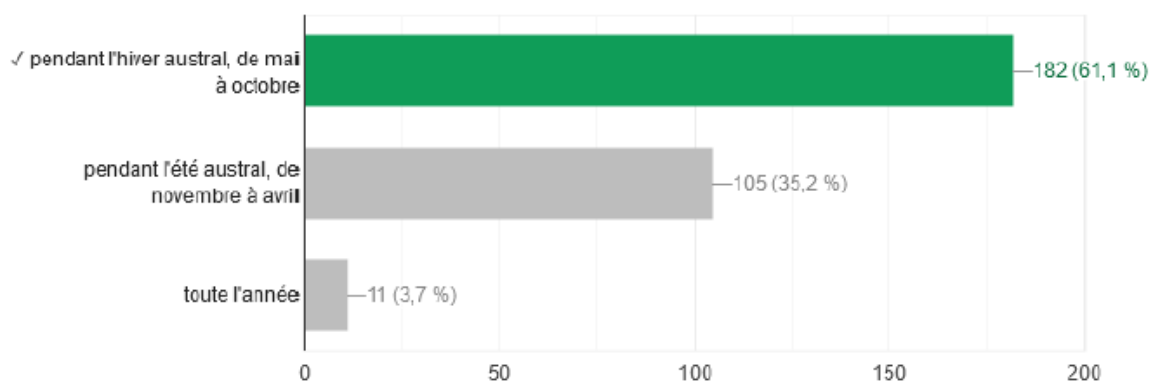
Le pétrel de Barau est une espèce menacée. Mais qu'est-ce donc ?

250 réponses correctes sur 299



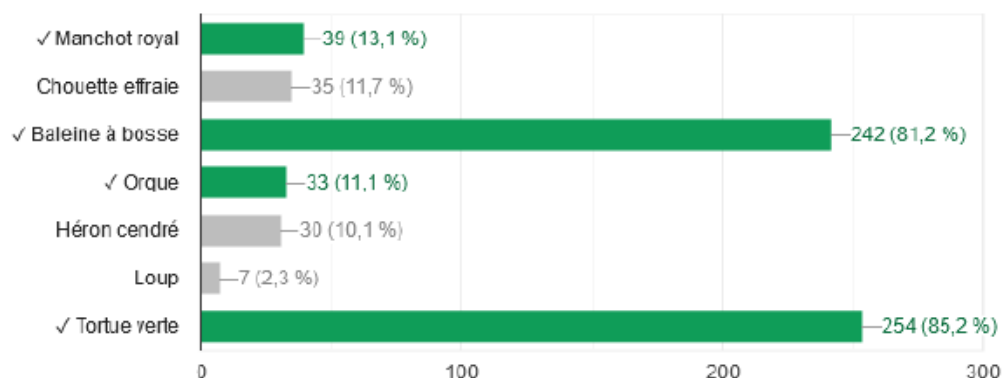
En quelle saison peut-on observer des baleines à La Réunion ?

182 réponses correctes sur 298



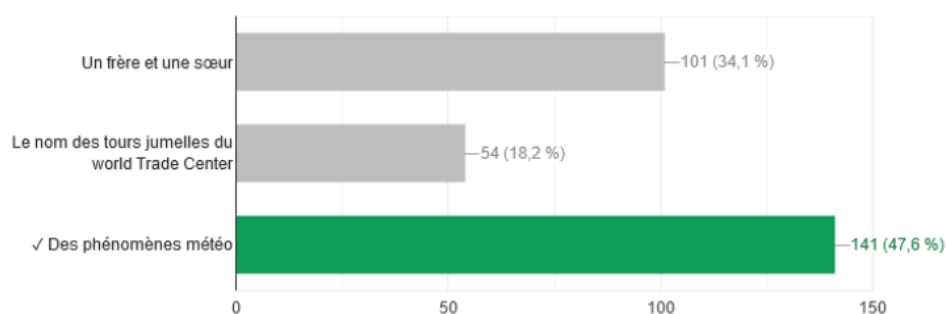
Quels animaux font partie de la faune de l'océan Indien ?

8 réponses correctes sur 298



Qu'est-ce que El Nino et La Nina ?

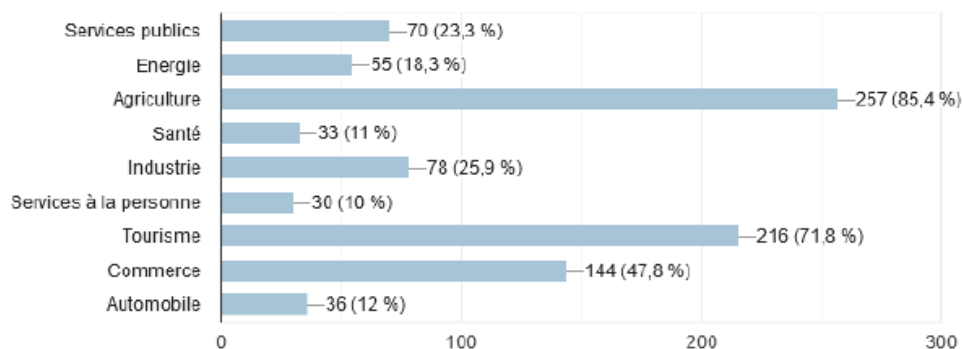
141 réponses correctes sur 296



DES QUESTIONS D'ÉCONOMIE

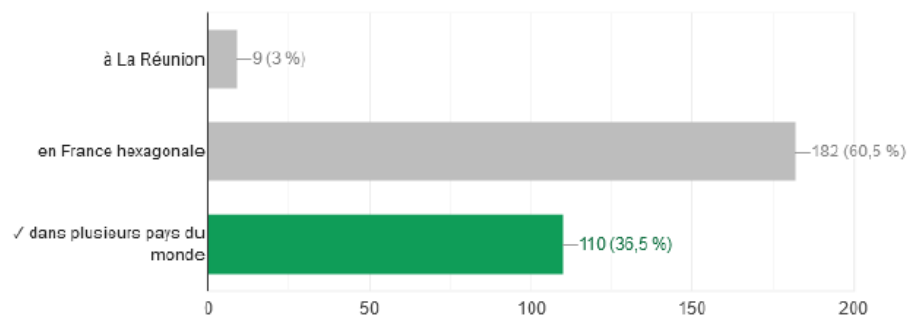
Quels sont les 3 secteurs d'activité les plus représentés sur l'île de La Réunion ?

301 réponses



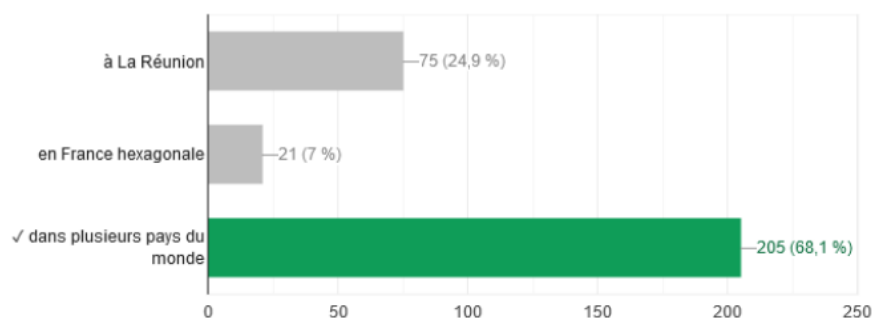
Où sont fabriquées les voitures de marque Peugeot ?

110 réponses correctes sur 301



Où est cultivé le riz vendu à La Réunion ?

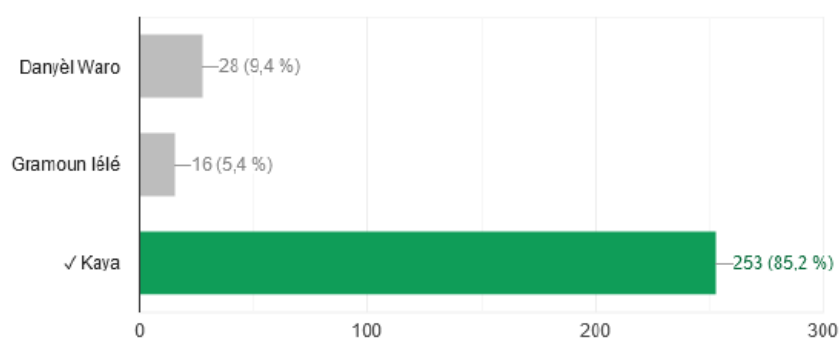
205 réponses correctes sur 301



DES QUESTIONS DE CULTURE

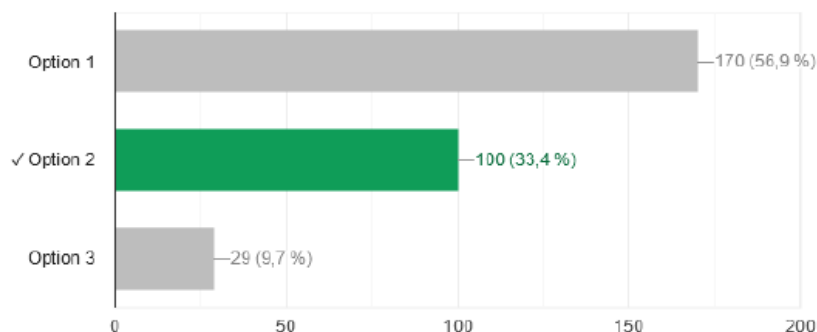
Désignez l'artiste qui n'est pas réunionnais

253 réponses correctes sur 297



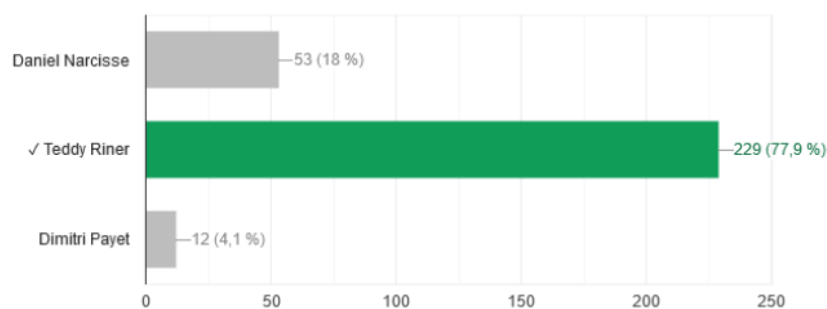
Désignez la réalisation qui ne se trouve pas dans notre région de l'océan Indien

100 réponses correctes sur 299



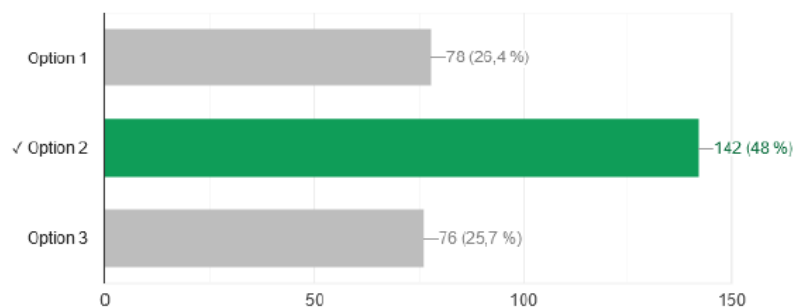
Désignez le sportif qui n'est pas d'origine réunionnaise

229 réponses correctes sur 294



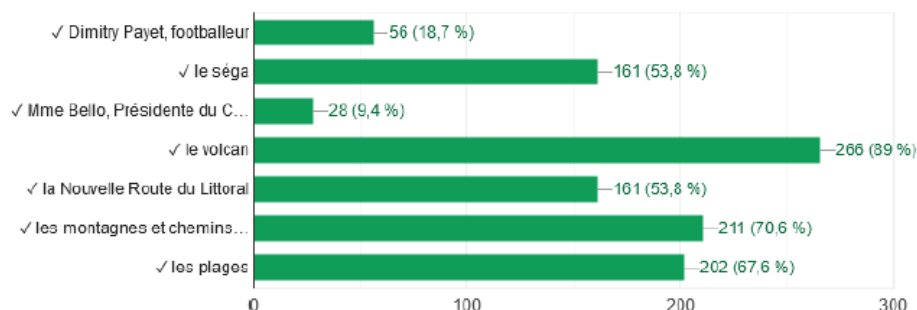
Désignez le paysage qui n'est pas dans l'océan Indien

142 réponses correctes sur 296



Selon vous, quelles images représentent le mieux La Réunion parmi celles proposées
(il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses)

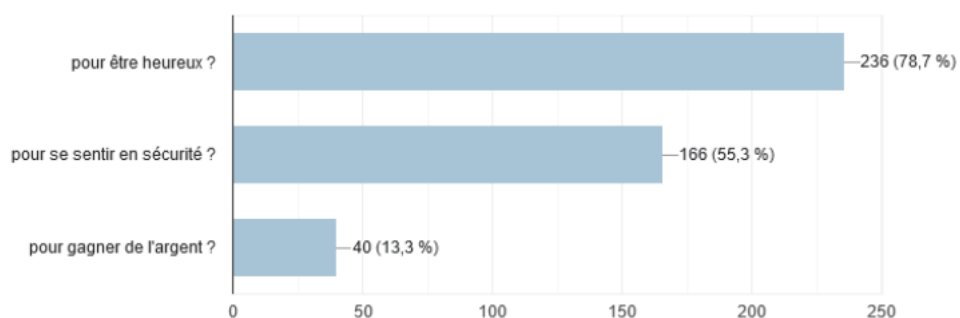
10 réponses correctes sur 299



DES QUESTIONS DE DÉFENSE

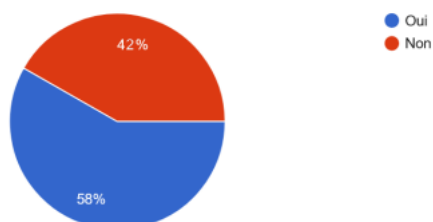
Pourquoi est-ce important pour toi d'être en paix à la Réunion ?

300 réponses



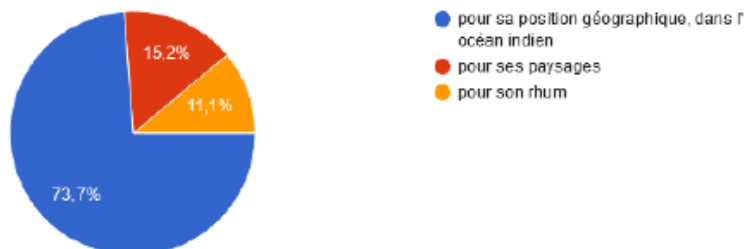
La Réunion pourrait-elle être en guerre ?

300 réponses



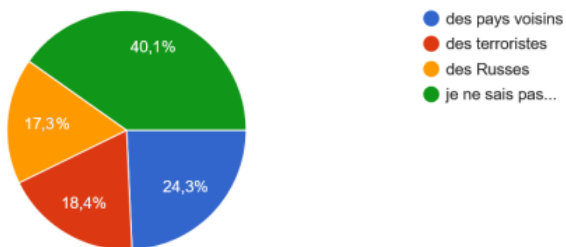
Si oui...pourquoi serait-elle en guerre ?

217 réponses



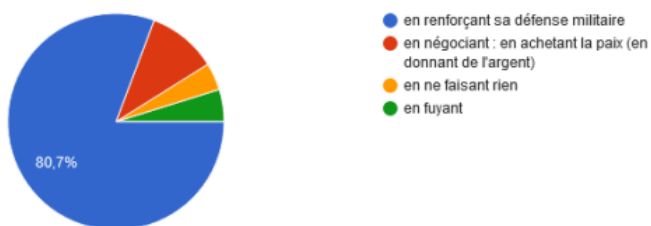
Avec qui pourrait-elle être en guerre ?

272 réponses



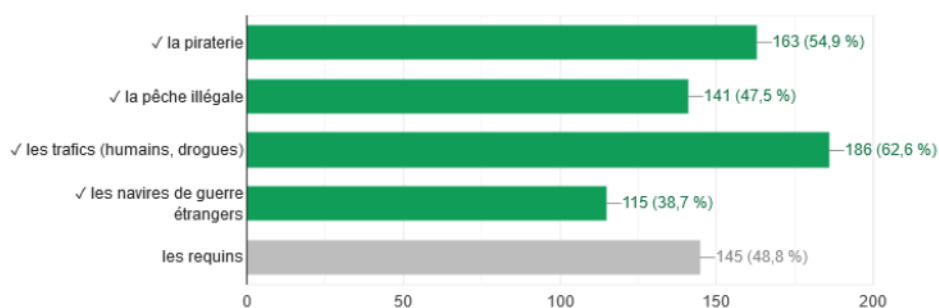
comment la Réunion pourrait-elle se protéger ?

270 réponses



Quels sont les principaux facteurs d'insécurité maritime ?

18 réponses correctes sur 297



HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

Le questionnaire a été proposé à 10 cohortes de 15 à 25 ans (cf Graphique) d'origines différentes.

Le Groupe de travail (GT) de la Commission régionale Armées Jeunesse a choisi d'évaluer la capacité des jeunes issus de plusieurs organismes : Journée Défense Citoyenneté (JDC), Régiment du Service Militaire Adapté de La Réunion (RSMAR), Université de La Réunion, Centre d'information jeunesse (CRIJ, association loi 1901), Service National Universel (SNU), Pôle réunionnais organisation développement Innovation Jeunesse (ProdiJ, association loi 1901), classes de défense (Trinôme académique), Ecole de la 2ème chance (EC2R, association loi 1901), SciencesPo et Missions Locales (association loi 1901).

S'agissant de la cohorte de jeunes scolarisés à SciencesPo Paris, il a été impossible de sélectionner une cohorte limitée.

La réponse ci-dessous de la direction de SciencesPo est une fin de non-recevoir.

"La seule solution qui nous aurait été théoriquement ouverte est celle de la diffusion à l'ensemble de nos cohortes (14 000 étudiants), en demandant aux étudiants qui se considèrent/ s'auto qualifient comme originaires de cette région de bien vouloir répondre au questionnaire anonyme ».

Aucune suite n'a été donnée afin de respecter les règlements et lois qui régissent la scolarité dans cet établissement.

Chaque structure a pris en charge la passation des questionnaires en ligne. Les interrogés n'ont eu recours à aucune aide ni ressources en ligne.

La présentation des structures qui ont participé au GT est fournie en annexe.

Les 305 jeunes interrogés le sont de manière anonyme.

Afin de mieux cerner le public sondé et à titre d'illustration, la présentation générale des profils des 86 jeunes du RSMAR apportera un éclairage sur le type de public.

• Ancienneté au régiment : tous les jeunes ont été incorporés entre le 27 mars et le 3 avril.

• Moyenne d'âge : 19,7 ans.

• Niveau de diplôme : 35 personnels ont arrêté leur scolarité avec un niveau de classe de troisième. 7 ont validé un brevet des collèges ou un certificat de formation générale, 7 autres détiennent un CAP ou un BEP et enfin 38 ont validé un baccalauréat (général ou professionnel). Suivant les filières de recrutement, le niveau est très disparate et bien souvent, les stagiaires qui s'engagent dans des filières sur lesquelles le contact avec la personne est prédominant ont terminé (ou au moins suivi) une scolarité quasi-complète. A l'inverse, les personnels qui sont prévus dans les filières du bâtiment, du gros œuvre ou les métiers « manuels » détiennent moins de diplômes.

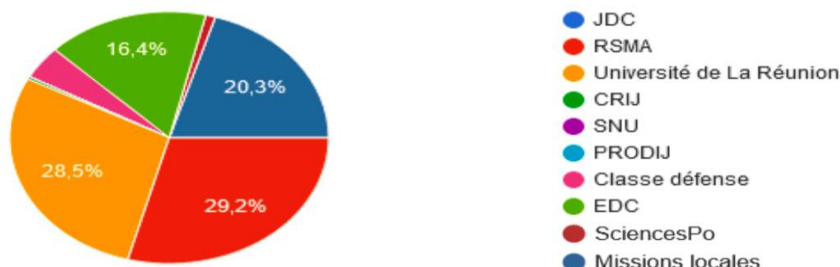
• Tableau de synthèse :

Filière	Moyenne d'âge	Niveau scolaire	Nombre
Agent administratif	19,6	16 BAC / 2 CAP	18
Agent de restauration	19,6	3 BAC / 3 BEP / 3 BDC / 6 sans rien	15
Agent magasinier	19,5	5 BAC / 4 BDC / 5 sans rien	14
Conducteur transport routier	22,2	2 BAC / 1 CAP / 1 sans rien	4
Peintre en bâtiment / Plaquiste	20	1 BAC / 2 sans rien	3
Préparation aux métiers de la sécurité et de l'administration publique	19	9 BAC / 4 BDC / 7 sans rien	20
Voirie et réseaux divers	20,4	2 BAC / 11 sans rien	13

Le questionnaire vise à replacer quelques grands enjeux de la zone Océan Indien au travers de cinq thématiques et des questions qui sous-tendent aux thématiques.

Pour commencer, indiquez l'organisme qui vous a transmis ce questionnaire

305 réponses



L'analyse des réponses permet de dégager une photographie à l'instant T (1ère quinzaine d'avril 2023). Alors des pistes de réflexions sont envisagées et peuvent être dégagées pour répondre à la question posée : « comment sensibiliser la jeunesse aux enjeux du sud de l'océan Indien ? ».

Chaque thématique propose ensuite une suite de questions qui répondent à une logique de compréhension par emboîtement du plus proche au plus lointain.

Le questionnaire a été réalisé par les membres du GT via un googleform anonyme. Le lecteur pourra prendre connaissance du questionnaire joint en supra ou via le lien suivant :

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeS06-fw5pXkLWHJNpVTL57VYAMSSbU3g-iahllNF8w4aa0-g/viewform>

Pistes de réflexions :

Item 1 : localiser et situer sur une carte

La question posée était : « Indiquer à quels repères correspond chaque lieu ».

L'appréhension de l'espace océan Indien proche et plus lointain est globalement acceptable avec quelques écarts qui interrogent sur la capacité à situer en particulier les îles au nord du Canal du Mozambique.

300 jeunes ont participé au sondage. En fonction des occurrences pour situer 9 pays, on constate une certaine hétérogénéité des réponses : sur certaines réponses, seuls 190 interrogés ont répondu pour un maxi 258 réponses.

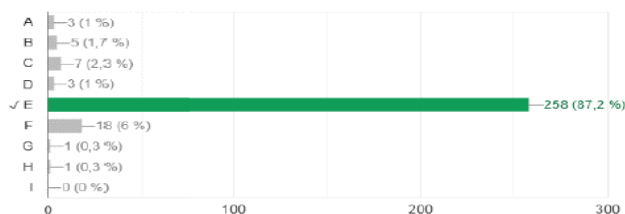
Le choix des neuf pays s'analyse comme une volonté d'évaluer la perception et la capacité à localiser les acteurs de l'indopacifique plus ou moins éloignés voire très éloignés en océan Indien au regard des enjeux de souveraineté des territoires français de la zone sud de l'océan Indien.

Cette localisation des espaces est à mettre en résonance avec l'histoire des peuplements et influences que La Réunion a connu depuis l'installation de la France sur ce territoire inoccupé et au regard des différentes périodes liées à la colonisation et à la traite des esclaves.

Dans l'ordre alphabétique : Australie, Chine, Comores, Inde, La Réunion, Madagascar, Maurice, Mayotte, Mozambique.

Au regard des réponses, on distingue trois groupes que l'on peut classer de la manière suivante :
D'abord, le groupe capacité satisfaisante de localisation : La Réunion, Madagascar et Maurice.

258 réponses correctes sur 296



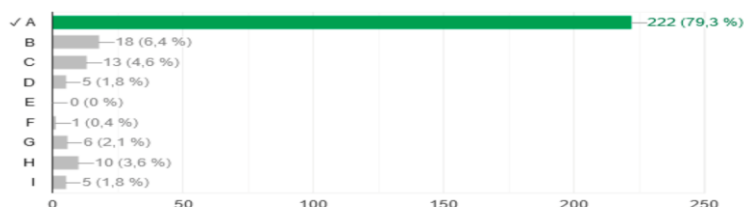
< Ligne 3 : La Réunion >

Puis un 2ème groupe, l'Australie, la Chine, l'Inde le Mozambique.

Indiquez à quel repère sur la carte correspond chacun des lieux.

[Copier](#)

222 réponses correctes sur 280

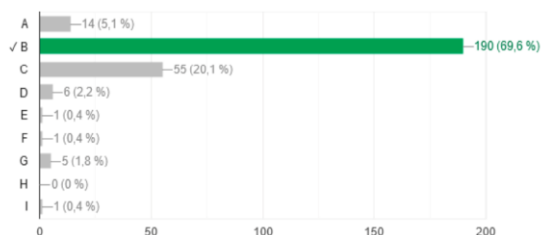


< Ligne 1 : Mozambique >

Enfin, le 3ème groupe. Les 190 réponses correctes sur 273 réponses permettent de mettre en évidence quelques lacunes concernant Les Comores et Mayotte. Seuls 6/10 ont répondu sur l'ensemble de la cohorte. (305)30% voire 40% ignorent, ne savent pas où se trouvent ces îles dans l'océan Indien.

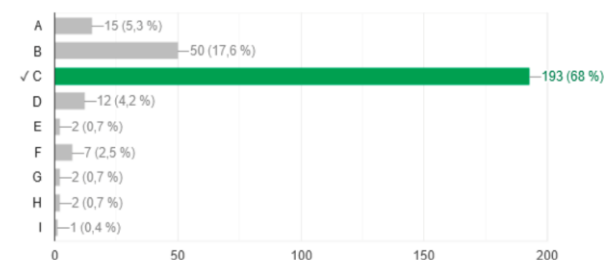
190 réponses correctes sur 273

258 réponse



< Ligne 7 : Comores >

193 réponses correctes sur 284



< Ligne 9 : Mayotte >

Recommandation :

Mieux faire connaître l'espace au Nord du Canal du Mozambique par une visualisation cartographique précise. On pourrait envisager une fresque murale cartographiant l'espace Océan Indien à l'entrée du centre du service national et de la jeunesse de La Réunion-Mayotte, caserne Lambert qui accueille plus de 5000 jeunes en JDC.

Item 2 : Histoire et culture

La question 2 visait à mesurer la capacité des interrogés à replacer dans le temps long les influences liées à l'histoire de l'île de La Réunion en particulier sur la période qui a succédé à l'abolition de l'esclavage le 20 décembre 1848.

Seul 19 réponses sur 294 sont justes. On constate donc une nette confusion dans les esprits sur l'origine des engagés : Madagascar 199 réponses alors que l'Inde obtient 181 réponses. La Chine et le Mozambique représentent 30% des réponses.

Recommandation :

Clarifier clairement les enjeux liés à l'origine des engagés et des populations de la zone dans leur apport à la nation française et à La Réunion.

Item 3 : Souveraineté

36 réponses sur 300 exactes à la question : quels sont les pays revendiqués par des pays étrangers ? La surprise est que 44% soit 133 réponses sous entendent que La Réunion est revendiquée par un pays étranger.

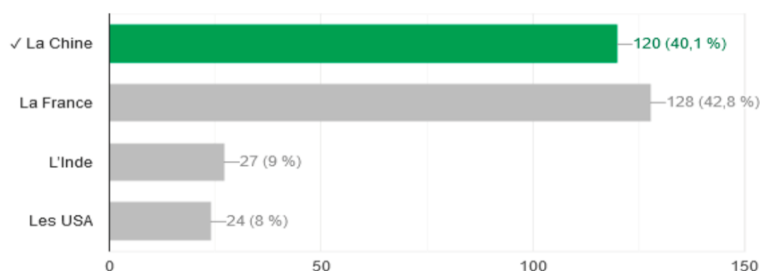
Concernant la question sur les TAAF, 54 bonnes réponses sur 294. L'enjeu de protéger la ZEE semble bien perçu 218 bonnes réponses.

La question sur les investissements dans les infrastructures portuaires en océan Indien comporte un biais important 128 réponses considèrent que c'est la France qui investit beaucoup. 120/299 réponses sont bonnes et ont identifié la Chine, soit 40% de bonnes réponses.

Quel pays investit beaucoup dans les installations portuaires et énergétiques de la zone Océan Indien ?

 Copier

120 réponses correctes sur 299



Enfin l'occupation de Diego Garcia par les Américains est une bonne réponse pour 51% des interrogés. (149/292).

Recommandations :

Augmenter la lisibilité des territoires par une meilleure information, une meilleure communication des enjeux de la souveraineté liée aux intérêts de la France que certains pays contestent.

La puissance chinoise et les intérêts de la Chine dans la zone sont insuffisamment identifiés dans la zone Océan Indien.

ECONOMIE

À noter un volume important de répondants sur au moins deux questions, celle concernant les secteurs économiques de La Réunion et celle concernant la culture du riz ; les jeunes ont moins répondu sur la question concernant la construction automobile.

Sur les secteurs économiques, les jeunes ont surreprésenté le secteur agricole, le secteur touristique et le secteur industriel. À contrario, le secteur de la santé, service à la personne est sous-représenté. Leur représentation semble correspondre à ce qu'ils voient au quotidien dans leur environnement, à leur vécu sans véritable confrontation avec la réalité économique.

Concernant la mondialisation, les répondants associent la marque française Peugeot à la France, sans prendre en compte la réalité d'une fabrication mondialisée. On pourrait en déduire que les produits arrivant de métropole sont pour eux d'emblée de fabrication française. Ceci étant, le nombre de répondants moins important sur cette question peut laisser à penser qu'ils n'étaient pas à l'aise pour y répondre.

À contrario, sur un produit plus « local » le riz, ils ont une bonne vision de son lieu de production (même si ¼ d'entre eux pensent que le riz provient de La Réunion).

Là aussi, sur les deux dernières questions, il semble que leur représentation mondiale est focalisée sur leur environnement proche, occultant peut-être les régions, pays les plus éloignés.

Leur vision est limitée à leur environnement proche.

La recommandation associée à ces constats :

La recommandation concerne l'ajout dans les Journée Défense et Citoyenneté de quelques données phares, localisées sur l'économie de leur environnement.

Cette recommandation aura pour effet d'une part d'augmenter leurs connaissances globales et d'autre part de leur donner une vision plus réaliste du marché du travail dans lequel demain ils se positionneront pour leur insertion professionnelle.

La proposition pour la mise en œuvre :

Sous un format adapté et ludique proposer des vidéos courtes (maxi 2 ') sous format Web-Série, permettant aux jeunes d'aborder différentes thématiques.

Celles-ci pourraient être proposées aux JDC, mais aussi être utilisées par les lycées professionnels, les collèges et tout acteur en charge de l'accompagnement des jeunes, que ce soit dans l'insertion sociale ou professionnelle.

Il s'agirait de travailler aux sujets, contenus des capsules vidéo et de les faire monter, réaliser par des acteurs de l'audio-visuel dans le cadre d'un appel à concours.

ENVIRONNEMENT

Selon les réponses apportées par l'ensemble des jeunes interrogés, les éléments de bonnes réponses sont plus ou moins démarqués. Elles sont toutefois dans des proportions différentes selon le sujet en osmose avec la récurrence de ces sujets relayés dans les médias de proximité.

En effet, les proportions de bonnes réponses dépassent les 80% sur la culture dominante, le pétrel de barau. Cette proportion atteint les 61% sur la saison de migration des baleines, mais sur la faune de l'océan Indien, le taux de bonnes réponses est très mitigé selon que l'animal est médiatisé ou pas et de sa proximité au territoire (plus de 80% de bonne réponse pour les baleines ou les tortues vertes, mais en dessous de 12% pour le manchot royal et l'orque).

Les questions en relation du climat ou de l'UNESCO sont difficilement exploitables car les taux de réponses sur QCM montrent des choix de réponses quasi équitables.

Ces ratios de réponses peuvent être interprétés par l'attrait et la récurrence des informations via les médias locaux et très certainement par les discussions en famille.

Le cercle d'information et de connaissance est ainsi restreint à la vie de tous les jours et centré sur le territoire réunionnais.

Recommandations :

S'appuyer davantage sur les réseaux d'information du grand public et investir des outils de communication pour les jeunes, par les jeunes afin de les sensibiliser à l'environnement.

DEFENSE NATIONALE

Les jeunes réunionnais et la Défense nationale : comprendre les enjeux stratégiques

300 jeunes réunionnais ont été interrogés anonymement sur les enjeux stratégiques et la place de leur île sur l'échiquier international, dans le cadre du thème de réflexion (cycle 2022-2023) du comité régional armées-jeunesse.

- **La paix représente la première condition du bonheur**

Sans paix, ils ne peuvent profiter des autres facteurs principalement cités dans les études récemment conduites¹ : la santé, l'amour, la famille, les amis qui, du coup, paraissent de second ordre. Si la grande majorité des jeunes interrogés considère la paix comme un enjeu majeur (80%), ils accordent par voie de conséquence une place clé à notre capacité de Défense face à des compétiteurs de plus en plus présents.

- **La paix n'est pas acquise**

Pas d'angélisme ou d'insouciance chez les jeunes réunionnais : 3/5 estiment que la paix n'est pas acquise et que la Réunion pourrait tout à fait se retrouver en guerre. La guerre en Ukraine semble avoir joué un rôle important dans cette prise de conscience.

- **La Réunion revêt un enjeu stratégique**

75% des jeunes ont conscience des enjeux stratégiques : ils considèrent le positionnement géographique de l'île comme le facteur majeur de cet enjeu. 25% des répondants semblent toutefois très éloignés de ces préoccupations, avec des réponses très éloignées des réalités, puisqu'ils citent le tourisme ou le rhum comme facteurs de convoitise/enjeux stratégiques. En mettant cette réponse en perspective avec les items précédemment traités, les jeunes réunionnais comprennent en grande majorité que dans un monde de moins en moins stable où les ressources sont comptées, la sécurisation et la surveillance des voies d'approvisionnement est une préoccupation permanente, notamment le canal du Mozambique.

- **Un ennemi non identifié**

S'agissant à présent de désigner un ennemi/compétiteur, les Réunionnais éprouvent plus de difficultés à identifier une ou des cibles. 40% admettent ne pas savoir, alors que 1/4 pense aux pays voisins et 1/5 à la Russie. Là aussi, la guerre en Ukraine, l'ouverture des flux migratoires (notamment entre les Comores et la Réunion) ont contribué à sensibiliser les jeunes aux problématiques de Défense.

Conclusion

L'importance de la Défense et l'utilité des forces armées sont une évidence pour une forte majorité de jeunes (80%) qui estiment qu'elles pourraient tout à fait intervenir en cas de conflit dans la région. Ils peinent toutefois à désigner les compétiteurs de la France dans cette région du globe mais démontrent un réel intérêt pour ces questions. La plupart des jeunes interrogés étaient en âge d'avoir effectué leur JDC, ce qui a pu avoir des conséquences certaines sur leur prise en compte des enjeux géostratégiques.

¹ Etude menée en 2016 auprès de 53000 jeunes de 18 à 35 ans.

CULTURE

L'analyse des réponses nous laisse penser que les jeunes ont un bon niveau de connaissance des artistes et sportifs contemporains réunionnais. 85% de bonnes réponses, soit 253 occurrences.

La reconnaissance des architectures et paysages de l'océan Indien semble plus problématique. 33% de bonnes réponses (100/305) pour l'item 2.

Toutefois certains éléments du patrimoine architectural réunionnais (l'église de Sainte Anne) ou franchement européen (un port breton) sont bien identifiés.

Les images qui représentent le mieux La Réunion selon eux sont celles plutôt liées à la perception de la nature, aux paysages : le volcan, (89%) les montagnes et chemins (70%), les plages (67%).

Les personnalités liées à la politique telle que la présidente du Conseil régional représente moins de 10% et celle liée au football, moins de 20%.

Constats :

Les enjeux liés à l'appréhension de l'environnement sont clairement identifiés par la représentation positive des paysages, que l'UNESCO a classé au patrimoine mondial.

Les enjeux liés à la gouvernance politique n'apparaissent pas comme un sujet ni celui lié à l'influence par le sport.

Recommandation :

Améliorer la connaissance des enjeux politiques liés à la gouvernance territoriale et à l'environnement régional.

Livrible :

Comme pour les questions environnementales, des capsules vidéo pourraient être réalisées pour améliorer les connaissances.

Conclusion

Au terme des huit réunions et des travaux portés par l'ensemble des membres du GT de février à juin 2023, nous tenons à remercier sincèrement tous les acteurs engagés auprès de la jeunesse à La Réunion pour leur contribution.

Une mention particulière pour le centre du service national et de la jeunesse de La Réunion-Mayotte qui a piloté et accueilli chaleureusement les membres du GT dans ses locaux à la caserne Lambert.

Un grand merci au Général Laurent Cluzel, commandant supérieur des Forces Armées dans la Zone Sud de l'océan Indien pour la confiance accordée à l'équipe du GT CRAJ La Réunion.

Nous remercions, aussi, vivement le Dr Christophe Rocheland que nous avons eu l'honneur d'entendre lors de la séance de clôture le 06 juin 2023.

A la question, « Comment sensibiliser la jeunesse aux grands enjeux du sud de l'océan Indien ? » le Groupe de Travail propose plusieurs recommandations.

Certaines pourraient faire l'objet d'un prolongement en 2024 de l'étude initiée en 2023 afin d'approfondir la thématique et la mise en œuvre de livrables.

Cet approfondissement s'appuierait sur un cercle de partenaires élargi.

D'autres recommandations pourraient être réalisées à court terme.

Le GT propose cinq recommandations et deux livrables.

L'un des livrables, la fresque, pourrait être réalisée d'ici la fin de l'année 2023. L'autre nécessite la mise en œuvre de moyens plus conséquents.

Recommandations

- 1- Mieux faire connaître l'espace au Nord du Canal du Mozambique par une visualisation cartographique précise ;
- 2- Clarifier clairement les enjeux liés à l'origine des engagés et des populations de la zone dans leur apport à la nation française et à La Réunion ;
- 3- Augmenter la lisibilité des territoires par une meilleure information, une meilleure communication des enjeux de la souveraineté liée aux intérêts de la France que certains pays contestent. La puissance chinoise et les intérêts de la Chine dans la zone sont insuffisamment identifiés dans la zone Océan Indien ;
- 4- Ajouter dans les Journée Défense et Citoyenneté (JDC) quelques données phares, localisées sur l'économie de leur environnement ;
- 5- S'appuyer davantage sur les réseaux d'information du grand public et investir des outils de communication pour les jeunes, par les jeunes afin de les sensibiliser à l'environnement.

Livrables

- 1- Une fresque murale cartographiant l'espace Océan Indien à l'entrée du centre du service national et de la Jeunesse de La Réunion Mayotte, caserne Lambert qui accueille plus de 5200 jeunes en JDC en ajoutant quelques repères chronologiques.
- 2- Sous un format adapté, ludique proposer des vidéos courtes (maxi 2 ') sous format Web-Série, permettant aux jeunes d'aborder différentes thématiques.

Celles-ci pourraient être proposées aux JDC, mais aussi être utilisées par les lycées professionnels, les collèges et tout acteur en charge de l'accompagnement des jeunes, que ce soit dans l'insertion sociale ou professionnelle.

Il s'agirait de travailler aux sujets, contenus des capsules vidéo et de les faire monter, réaliser par de acteurs de l'audio-visuels dans le cadre d'un appel à concours.

MEMBRES DU GT 2023

NOM	Prénom	Organisme
ALEU-SABY	Nathalie	DAAF
BARLIEU	Jean-Ritter	Groupe UNEO
BERTHOMIEUX	Thierry	Université de La Réunion
COMBEMOREL	Astrid	Pôle Emploi
COL DE SAINT BLANQUAT	Laurent	RSMA-R
DESLANDRES	Thibaud	Académie de La Réunion
DIJOUX	Jasmine	Université de La Réunion - ILLET
HAY	Bernard	IHEDN AR 27
HRA	Laetitia	PRODIJ
GOODAL	Angélique	Directrice de pôle emploi
IMAZOUTE	Sonia	EC2
INGREMEAU	Sandrine	Académie de La Réunion
LALLEMAND	Thierry	ACAD/INSPECTEUR
LAVENANT	François	SNU
LCL LENNE	Rudy	Gendarmerie Réunion
LEPERLIER	Sophie	CRIJ
MARCHAND	Julia	Association des ML
MESPOULHE	Philippe	ACAD/INSPECTEUR
MUEHLKE	Katharina	académie de la Réunion
POTA	Marie-Andrée	Mission Locale
PINCEMAILLE	Thierry	ONAC VG
PONCHARVILLE	Isabelle	PEEP Asso parents-élèves
QUIROGA	Pamela	PRODIJ
REDON	Ketsia	Préfecture de La Réunion
ROUDON	Isabelle	Académie de La Réunion
ROCHETAING	Cyprien	DRAJES
LCL THELLIER	Alexandre	RSMAR
WELFERINGER-DEGUIGNE	David	CRIJ
LCL CROUS	Frédéric	CSNJ RM
CNE® VIGNAT	Philippe	CSNJ RM
PLOCOSTE	Régis	CSNJ RM
ADC BONDARENKO	Eva	CSNJ RM

ANNEXES

LES ACTEURS DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMITÉ RÉGIONAL ARMÉES JEUNESSE DE LA RÉUNION 2023



Le régiment du service militaire adapté de la Réunion (RSMA-R)

Au service de la France pour la jeunesse réunionnaise.

Le Service militaire adapté regroupe 7 régiments qui constituent chacun, dans leur département ou pays d'outre-mer, un original dispositif militaire d'insertion socio-professionnelle du Ministère des outre-mer. Le régiment du Service militaire adapté de La Réunion (RSMA-R) est l'un d'eux. Il agit au profit de la population réunionnaise depuis 1965 ce qui a permis à plus de 48 000 réunionnais de passer par ses rangs dans le cadre de la conscription puis en qualité de volontaire. Aujourd'hui c'est environ 10% d'une classe d'âge qui bénéficie de son action. Le régiment est donc particulièrement bien inséré dans le paysage réunionnais ce qui lui vaut le surnom de « régiment péï ». Bien implanté dans son île, il jouit d'une reconnaissance réelle par son insertion dans le tissu socio-économique local et bénéficie de l'appui des services de l'Etat.

Donner un avenir à la jeunesse réunionnaise la plus défavorisée...

La mission du RSMA de La Réunion est très claire : faciliter l'insertion professionnelle de la jeunesse réunionnaise en recrutant annuellement 1110 volontaires stagiaires (VS) et en employant 303 volontaires techniciens (VT, qui occupe un premier emploi au régiment), tous âgés de 18 à 25 ans.

Après un mois de formation militaire initiale, les jeunes volontaires sont solennellement présentés au drapeau puis rejoignent une des 36 filières de formation professionnelles (tourisme, services, BTP, agriculture, mécanique ...). L'instruction est dispensée au régiment par des militaires, sur des ateliers pédagogiques. La pratique du sport est quotidienne et les sorties terrain ponctuent le parcours. En complément de la formation professionnelle de nombreuses actions d'accompagnement pour lever les freins à l'insertion de nos jeunes sont conduites : lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme, accompagnement psycho-social... La prise en charge est donc globale. Plus de 80% des 1400 volontaires stagiaires qui passent annuellement par le régiment sont ensuite insérés durablement ce qui est une performance remarquable.

Pour remplir sa mission, le RSMA-R comporte 7 compagnies. Cinq d'entre elles sont basées à Saint-Pierre, la deuxième ville de La Réunion, une se trouve à Saint-Denis et une autre à Bourg-Murat dans les Hauts.

Et contribuer à la cohésion nationale.

Le RSMA-R est également en mesure de participer à l'exécution des plans d'urgence et de secours, sous le contrôle opérationnel du COMSUP FAZSOI.

L'inclusion des outre-mer dans la sphère nationale reste un enjeu de souveraineté et de positionnement. Cela se vérifie bien sûr dans le contexte de l'île de La Réunion, plus proche territoire français de Mayotte et se trouvant au carrefour des aires géopolitiques africaine et indo-pacifique. En offrant à chaque Français une opportunité de gravir l'escalier social, par le mérite et l'effort personnel, le RSMA-R contribue donc puissamment, à l'échelle de La Réunion et comme les unités de l'armée de Terre et celle des FAZSOI, à la cohésion et à la préservation de l'édifice national.

Dispositifs jeunesse pilotés par la Préfecture / Cohésion sociale et jeunesse

Le service cohésion sociale et jeunesse est placé sous l'autorité de la sous-préfète à la cohésion sociale et à la jeunesse (SPCSJ).

Il est chargé d'assurer le pilotage, la coordination et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques publiques transversales en la matière auprès des services de l'État, des collectivités et des acteurs locaux notamment associatifs.

Il est organisé en trois pôles composés de 11 agents :

- « Politiques publiques de cohésion sociale et de jeunesse », 1 chargé de mission aux politiques de prévention (faisant également fonction d'adjoint au SPCSJ), 1 chargé de mission stratégie pauvreté, 1 chargé de mission jeunesse, 1 secrétaire du SPCSJ.
- « Délégués du Préfet pour la politique de la ville » 1 délégué pour l'arrondissement Nord, 1 délégué pour l'arrondissement Est, 1 délégué pour l'arrondissement Ouest et 2 délégués pour l'arrondissement Sud qui se répartissent des zones distinctes.
- « Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes », 1 directrice et 1 assistante.

La chargée de mission jeunesse est la référente pour l'ensemble des politiques publiques en faveur de la jeunesse mises en œuvre par la sous-préfète à la cohésion sociale et à la jeunesse. Elle articule son action avec celle des autres chargés de mission de la mission Cohésion sociale et jeunesse amenés à intervenir sur des dispositifs destinés aux jeunes, ainsi qu'avec les services déconcentrés de l'État, les administrations, partenaires et associations intervenant également dans ce champ résolument transversal et multi-partenarial.

La chargée de mission pauvreté contribue à la coordination et au pilotage interministériel de la stratégie en lien avec l'ensemble des partenaires concernés par ces politiques : petite enfance, hébergement et logement, économie, emploi, formation, éducation, jeunesse, santé et médico-social.

Le chargé de mission aux politiques de prévention et de lutte contre les addictions, les discriminations, le décrochage scolaire et le handicap anime et coordonne les actions publiques en matière de prévention et de lutte relatives à la cohésion sociale et à la santé sur ces thématiques. Il assure la gestion financière des différends fonds et le suivi des courriers réservés pour l'ensemble des thématiques dont il a la charge.

La chargée de mission jeunesse a un rôle de coordinatrice et de tête de réseaux (pilotage des actions et dispositifs pour enrichir le maillage local) auprès de ses homologues étatiques, départementaux, régionaux, associatifs (acteurs de terrain).

Elle est l'interlocuteur privilégié et l'interface des services de l'État et des partenaires du secteur jeunesse (associations, institutions ...) et travaille en étroite collaboration avec les autres chargés de mission sur les dossiers transverses (addictions, décrochage, discriminations, stratégie pauvreté, stratégie protection de l'enfance), avec les délégués du Préfet à la politique de la ville, avec la DRDFE et articule ses missions avec celles de la DRAJES et la DEETS. Elle participe aux différentes instances de pilotage des associations de jeunesse, des dispositifs jeunesse ou des réseaux des acteurs de la jeunesse.

À ce titre, elle est l'interlocutrice principale en matière de « jeunesse » au sein de la « cohésion sociale et jeunesse ».

Ses missions concernent principalement les domaines d'intervention suivants :

- égalité des chances, engagement et citoyenneté,
- éducation, insertion professionnelle, emploi et mobilité,
- enfance, de petite enfance et de famille,
- logement, hébergement,
- politique de la ville, culture et sport.

La chargée de mission jeunesse a en charge plusieurs thématiques, pour lesquelles elle est cheffe de file à l'échelle de la Préfecture, à savoir notamment :

- **En matière d'actions innovantes** en faveur de la jeunesse, pour l'animation et le suivi de la fiche mesure dédiée dans le cadre du CCT (Contrat de convergence et de transformation) incluant l'instruction des demandes de financements, le contrôle des fonds versés et la fonction d'interface avec les porteurs de projets, les partenaires et le SGAR (Secrétariat général des affaires régionales).

- **En matière de mobilité** des jeunes, instruction et suivi du fond d'échanges à but éducatif, culturel et sportif (FEBECS).

Instruction des demandes de subvention, en lien avec le SGAR et la DGOM. Ce dispositif est conduit en lien avec les services instructeurs que sont la DRAJES, le Rectorat et la DAC.

- **En matière d'égalité des chances, d'engagement et de citoyenneté**, la mise en œuvre de dispositifs ciblés du Ministère de l'Intérieur, à l'image du Plan 10 000 jeunes ou des Prodiges de la République.

Par ailleurs, elle intervient en tant que référente de la Préfecture sur plusieurs dispositifs :

- En matière d'engagement citoyen, de vie associative et d'information jeunesse :

- * en partenariat avec la DRAJES pour le déploiement du Service national universel (SNU), du service civique ou du COREMOB.

- En matière d'égalité des chances :

- * en partenariat avec le Rectorat pour le déploiement des mesures relatives aux stages de 3^e,

- * en partenariat avec le Secrétariat général commun pour les Classes Prépa Talents.

- **En matière d'enfance, de petite enfance et de familles,**

- * en partenariat avec la CAF, pour la mise en œuvre du Schéma départemental des services aux familles (SDSF), participation aux différentes instances de pilotages d'actions.

- **En matière d'illettrisme,**

- * en partenariat avec la Région et les partenaires ayant co-signé le Plan régional pour la maîtrise des compétences clés (PR2C) en septembre 2022, mise en place et suivi d'actions, d'événements, d'instances collaboratives.

La cohésion sociale et jeunesse vise donc l'égalité des chances, la mise en cohérence et la coordination des actions conduites pour renforcer et promouvoir la réussite et l'insertion des jeunes à La Réunion.



Actions du commandement de la gendarmerie de La Réunion au profit de la jeunesse

I- LA MAISON DE PROTECTION DES FAMILLES (MPF)

11 - Actions de sensibilisation des élèves

- La sensibilisation des CM1/CM2 sur les violences et le harcèlement.
- Le rappel des lois réalisé auprès des 6^{ème} (justice des mineurs, violences, harcèlement...)
- La prévention des conduites addictives pour les élèves de 5^{ème} et de 3^{ème}.
- La sensibilisation des 4^{èmes} aux dangers d'internet et sur les relations à l'autre.
- Des rencontres avec les lycéens sur les problématiques de leur âge (justice des mineurs, les drogues, les dangers d'internet, les violences).

12 - Dispositifs dans les établissements scolaires

Les élèves pairs / Les parents acteurs / Les points écoute gendarmerie / Le café des parents / Le Rappel à la Responsabilité du Mineur (RRM) / Le parcours judiciaire.

13 - Autres actions

- Participation aux stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants ou sur les dangers d'internet organisés par la PJJ.
- Actions d'information au niveau des deux centres éducatifs (renforcé et fermé) de l'île.
- Opération Villes Vie Vacances lors des périodes de vacances scolaires.
- Sensibilisation des jeunes sapeurs-pompiers.

II- LES CLASSES DÉFENSE ET SÉCURITÉ GLOBALE (CDSG)

08 établissements scolaires en partenariat avec la gendarmerie : rencontre avec des personnels en classe, visites d'unités, démonstrations dynamiques d'unités, participation à des cérémonies.

III- LES CADETS DE LA GENDARMERIE DE LA RÉUNION

31- Cadets SNU : 21 volontaires ayant choisi de faire leur Mission d'Intérêt Général (MIG) – Phase 2 SNU – en gendarmerie lors du tronc commun (Phase 1 du SNU).

32- Cadets Lycéens : 21 lycéens choisis parmi des jeunes sélectionnés par les directeurs d'établissements de lycées professionnels en Zone Gendarmerie Nationale (ZGN) notamment dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). Jeunes âgés de 16 à 18 ans.

IV- LA PRÉPARATION MILITAIRE GENDARMERIE (PMG)

La réserve engage chaque année des candidats issus du civil pour servir à la réserve opérationnelle de la gendarmerie de La Réunion. Plus de 700 candidats inscrits. Le nombre de candidats retenus pour une PMG est de 25 candidats.

V- LES GENDARMES ADJOINTS VOLONTAIRES PEÏ (GAV PEÏ)

Chaque année, une formation de GAV PEÏ pour 25 jeunes. 12 semaines en internat.

VI- BAC PRO « Métiers de la sécurité »

Lycéens en 1ère : deux périodes de formation : une journée au sein d'une emprise de gendarmerie avec la présentation du Comgendre et une journée au sein de l'établissement concerné avec l'intervention des unités de chaque compagnie et des unités rattachées du ComgendRE (72 élèves). Lycéens de Terminale : deux périodes de formation de 05 jours en unités pour 21 élèves.

VII- Stage d'observation - collégiens

Le ComgendRE accueille des élèves en classe de troisième dans le cadre d'un stage d'observation en milieu professionnel. Les collégiens sont pris en charge et conduit sur diverses emprises de la gendarmerie afin de leur présenter le spectre missionnel le plus représentatif des unités de gendarmerie présente sur La Réunion. Par an, ce sont entre 70 et 80 collégiens qui sont accueillis.

VIII- Service civique

05 postes d'engagés du Service Civique sont en place depuis 2020.

Pôle emploi Réunion

Nos missions principales sont : l'accueil et l'inscription de toutes les personnes à la recherche d'un emploi, l'accompagnement personnalisé en fonction des besoins de chacun, l'aide aux entreprises dans leurs recrutements, l'indemnisation avec le versement des allocations dans les meilleurs délais, le contrôle à la recherche d'emploi et la connaissance du marché du travail pour mieux informer nos publics.



1 Direction régionale **2** Directions territoriales **1** agences de proximité **1 500** collaborateurs

Des aides et des mesures pour les jeunes

Afin de faciliter le retour à l'emploi, Pôle emploi adapte son offre de services aux besoins des jeunes en termes de fréquence des contacts et de nature du suivi. Le bouquet de services de Pôle emploi et de ses partenaires (E2C, RSMAR...) permet de construire un parcours personnalisé et intensif pour chaque jeune (prestations sous-traitées, sessions collectives animées en interne, temps individuels, travail en autonomie,...).

En quelques chiffres

24000 jeunes de – de 26 ans inscrits à Pôle emploi

12 000 contrats en apprentissage en 2022

2640 jeunes ont intégré le CEJ en 2022

46,3% des jeunes ont intégré un emploi 6 mois après l'entrée en CEJ

L'accompagnement et le suivi des jeunes à Pôle emploi Réunion

Pôle emploi accueille et oriente l'ensemble des publics dont les publics jeunes dans la recherche : d'un emploi, d'une formation, d'un conseil professionnel, d'une aide à la mobilité ou à l'insertion sociale et professionnelle.



Zoom sur les dispositifs spécifiques aux jeunes

Le CEJ (Contrat d'Engagement Jeune)

- Un programme intensif de 15 à 20h par semaine minimum
- Des portefeuilles de 30 demandeurs d'emploi
- Le parcours du jeune vise une durée initiale de 6 mois maximum (prolongeable jusqu'à 12 mois en fonction des parcours)
- Des contacts très fréquents avec le conseiller référent (échanges hebdomadaires et points d'étapes mensuels)
- Une allocation spécifique CEJ allant jusqu'à 500€ par mois, sous conditions de ressources

L'AII (Accompagnement Intensif Jeune)

- Des portefeuilles de 70 demandeurs d'emploi
- Des temps d'échanges réguliers avec le conseiller
- Une durée d'accompagnement de 6 mois maximum

Orientation vers les Missions Locales

Les missions locales pourront, pour les jeunes demandeurs d'emploi avec des besoins d'accompagnement social, poursuivre la mobilisation des prestations, mesures et offres de formation de Pôle emploi définies dans le projet local de coopération.

L'enseignement agricole est assuré à La Réunion au sein de :

- 2 Établissements d'enseignement public (St-Paul et St-Joseph) ;
- 1 Établissement d'enseignement privé (Cluny à Ste-Suzanne) ;
- 5 Maisons Familiales Rurales.

Il accueille 1 319 élèves et environ 400 apprentis au sein d'une quarantaine de filières d'enseignement, très diversifiées, que ce soit dans le domaine de la production agricole, mais aussi dans la gestion et la protection de l'environnement, les travaux paysagers, l'agroalimentaire, la commercialisation des produits agricoles, les services en milieu rural.

Il propose des parcours de formation de la 4ème agricole en passant par le CAP agricole, les Bac Pro, Bac Techno et BTSA jusqu'à la Licence Pro.

Il propose 3 types de scolarisation :

- la formation scolaire initiale qui sera dispensée en alternance au sein des MFR ;
- la formation par apprentissage ;
- la formation continue pour adultes.

Sous l'autorité du ministère chargé de l'agriculture, la DAAF remplit des missions relatives au contenu et à l'organisation de l'action éducative de l'enseignement technique agricole ainsi qu'à la gestion des personnels et des établissements qui y concourent. Le directeur de la DAAF exerce, à ce titre, l'autorité académique.

Pour cela il s'appuie sur le Service de la Formation et du Développement qui anime les établissements publics de formation à travers un projet régional de l'enseignement agricole, pilote la carte des formations, en lien avec la Région, et, organise les examens de l'enseignement technique agricole.

Le projet régional de l'enseignement agricole se décline autour de 5 axes stratégiques :

- Renforcer la mobilisation des établissements pour accompagner et promouvoir la transition agro-écologique et l'agriculture biologique ;
- poursuivre l'adaptation de la carte des formations pour mieux répondre aux attentes du territoire et favoriser la montée en compétence technique des actifs et futurs actifs agricoles ;
- ouverture au monde et coopération internationale ;
- renforcer la communication pour améliorer l'attractivité de l'enseignement agricole ;
- développer l'innovation pédagogique comme moteur de la réussite des apprenants ;

Ce dernier axe stratégique met l'accent sur l'insertion scolaire et professionnelle des apprenants.

Le CRIJ de La Réunion est une association Loi 1901 créée en 1990 et reconnue d'intérêt général depuis janvier 2020. Il a pour objet la mission d'informer tous les jeunes, par tous les moyens, sur tous les sujets et sans discrimination. Labellisé Information Jeunesse depuis 2019, c'est aujourd'hui une équipe de 10 salariés qui intervient sous différents formats au quotidien. Nous sommes situés 28 rue Jean Chatel 97400 Saint-Denis et adhérons à un réseau national des CRIJ de France défini par les différentes chartes et réglementations suivantes :

- Charte Européenne de l'information jeunesse du 27 avril 2018 ;
- Charte Nationale de l'information jeunesse du 20 mars 2001 ;
- Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- Instruction du 24 avril 2017 précisant les modalités de labellisation du réseau information jeunesse ;
- Décret n°2017-1648 du 30 novembre 2017 portant modification du décret n°2017-574 relatif à la labellisation des structures information jeunesse.

A ce jour, nous sommes tête de réseau IJ sur le territoire réunionnais et coordonnons 6 structures information jeunesse (SIJ) labellisées (via DRAJES et CRIJ) qui sont le prolongement du CRIJ au plus près de la population via des Communes ou des associations (d'autres formats peuvent être labellisés) et nous poursuivons ce développement.

La mission de l'Information Jeunesse à La Réunion :

Aider les jeunes à utiliser l'information et de l'utiliser dans la construction de leur prise de décisions, et ainsi favoriser leur esprit critique tout en recréant la confiance entre jeunes et structures publiques, en renforçant le lien humain social dans l'exercice de la citoyenneté en accord avec les valeurs de la République.

Les 11 thématiques de l'Information Jeunesse :

- Travailler ;
- construire son parcours ;
- se loger ;
- s'engager ;
- se distraire ;
- partir à l'étranger ;
- prendre soin de soi ;
- entreprendre ;
- se déplacer ;
- apprendre à s'informer (transversal) ;
- accéder à ses droits (transversal).

Nos 4 niveaux d'intervention

- 1/ **Accueillir / Informer** : Assurer un accueil inconditionnel, anonyme, gratuit et bienveillant.
- 2/ **Accompagner / conseiller** : Proposer aux jeunes un accompagnement qualifié par le biais de rendez-vous
- 3/ **Médiation** avec l'environnement et renvoi vers les experts du territoire :

Assurer une orientation sécurisée vers les meilleurs partenaires au regard des besoins réels des jeunes.

- 4/ **Implication et participation** du jeune à un projet d'avenir : Permettre aux jeunes de participer, de s'impliquer dans la structure (coworking, Service Civique, SNU, mentorat, participation à l'organisation) ou sur leur territoire (conseil de jeunes, Juniors, Associations, Coopérative Jeunesse de Services).

En 2022, plus de 8000 jeunes ont été informés, accompagnés ou formés par le CRIJ de La Réunion et plus de 29000 connexions.



Fondée immédiatement après la tenue à La Réunion pour la première fois en 1990 d'une session régionale (SR) de l'IHEDN, l'AR 27 regroupe aujourd'hui un peu plus de 150 membres venus d'horizons divers, auditeurs ou membres associés, civils et militaires, français et étrangers, et qui ont suivi, pour la plupart d'entre eux, l'une des six SR ou des trois cycles IHEDN Jeunes organisés dans notre île depuis 1990, les dernières formations ayant eu lieu en mai-juin 2018.

Elle est présidée par Bernard HAY, professeur de Lettres-histoire de classe exceptionnelle échelon spécial, auditeur de la 112ème session en région à Toulouse en 1993.

Les membres de l'AR 27 résident majoritairement à La Réunion, mais aussi dans les autres îles du sud-ouest de l'océan Indien (Mayotte, Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles), et même en métropole.

L'association a son siège à la préfecture de La Réunion.

L'AR 27 c'est une histoire, un label reconnu dans le monde de la défense mais aussi civile.

Créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Institut a été érigé en 1997 en établissement public administratif placé sous l'autorité du Premier ministre, dont le siège se trouve à l'École militaire à Paris (www.ihedn.fr). Dirigé par un officier général, le général de corps d'armée Benoît DURIEUX, qui est également directeur de l'Enseignement militaire supérieur, l'Institut a eu pendant longtemps pour mission de former des hauts responsables, civils et militaires, français et étrangers, aux questions de défense entendue au sens large du terme : militaire, civile, économique, culturelle, environnementale...

Son rôle était donc de promouvoir l'esprit et la culture de défense au sein de la Nation.

Suite au Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale présenté en juin 2008 par le Président de la République, l'IHEDN a fusionné le 1er janvier 2010 (décret N° 2009-752 du 23 juin 2009) avec le Centre des hautes études de l'armement (CHEAr) et il s'est vu confier des missions élargies : outre les questions de défense, l'Institut a pour mission de former aux questions d'armement et de sensibiliser aux questions internationales.

L'originalité de l'Institut réside dans :

- la rencontre d'auditeurs venus de tous horizons ;
- la transmission d'un haut niveau de connaissances qui s'appuie sur 3 piliers : des conférences - débats, des travaux en comité et des visites de terrains.

Aux côtés de l'Institut existe l'Union des associations d'auditeurs de l'IHEDN (Union-IHEDN), créée en 1975, et qui regroupe actuellement 40 associations d'auditeurs, dont l'AR 27, ayant suivi l'une des formations dispensées par l'Institut ou le Centre des hautes études de l'armement (CHEAr), soit au total plus de 7 000 membres, répartis dans une centaine de pays, ce qui fait de l'IHEDN le premier réseau européen d'auditeurs et de compétences au service de la défense (www.union-ihedn.org).

La principale mission des auditeurs, grâce aux connaissances acquises durant leur formation et à leur capacité à rayonner, est de promouvoir autour d'eux la culture et l'esprit de défense et de sécurité nationale.

L'Union-IHEDN édite la revue Défense, publication bimestrielle tirée à 7 000 exemplaires.

L'AR 27 a pour objectifs :

- de maintenir et de renforcer les liens d'amitié et de solidarité entre ses membres, avec les auditeurs français et étrangers des pays de l'océan Indien non membres de l'AR 27, ainsi qu'avec les membres des autres associations de l'Union-IHEDN ;
- de développer l'esprit de défense et de sensibiliser aux questions internationales dans le cadre du triptyque « défense-sécurité-citoyenneté » ;
- de diffuser les savoirs acquis en matière de défense et de sécurité nationale ;
- d'apporter son concours à l'IHEDN et à l'Union-IHEDN pour l'accomplissement de leurs missions ;
- de contribuer à la réflexion sur le concept de défense globale et de sécurité, en prenant notamment en considération la situation particulière de La Réunion et de Mayotte et, plus généralement, le contexte géopolitique de l'océan Indien ;
- de promouvoir la réserve citoyenne et de faciliter les actions de partenariat avec ses homologues au sein de la zone de défense et de sécurité ;
- de contribuer de manière active au Trinôme académique en renforçant le lien Armées-Jeunesse, notamment grâce aux dispositifs Classes défense (20 à La Réunion) et les rallyes citoyens.(7ème édition en 2023) soutenus par la DMCA et la Direction du Service national et de la jeunesse.

Dans le cadre de son activité 2023, soulignons l'intérêt majeur de deux actions :

Les trois rallyes citoyen organisés par le Trinôme académique du 17 au 20 avril 2023 ont permis de réunir près de 300 collégiens et lycéens dont 30 de l'Académie de Mayotte sur trois emprises militaires : le 2^{ème} RPIMa, la Base navale et la Base aérienne 181. Véritable challenge pour les jeunes qui ont choisi de prendre un parcours Classe défense ou pas, les rallyes sont un moment de partage, de solidarité qui visent à mieux faire connaître nos partenaires, TAAF, ONAC-VG, ONM, SMLH mais surtout de mieux appréhender la connaissance et la vie de nos forces armées in situ.

L'association organisera le 13 et 14 décembre 2023 à l'Université de La Réunion deux journées sur la thématique Indopacifique en océan Indien.

Les journées s'articuleront autour de conférences et tables rondes qui vise à répondre à la problématique suivante : Paix et sécurités : quels enjeux et défis de la géopolitique indopacifique en océan Indien ? Regards croisés : quels jeux d'échelle ?

L'AR 27 mène aussi de nombreuses autres activités :

- visites de sites civils et militaires ;
- conférences débats ;
- rédaction de rapports d'études consacrés au thème proposé chaque année par l'Union IHEDN ou de rapports d'études de sa propre initiative actions visant à promouvoir l'esprit de défense auprès de publics scolaires et universitaires dans le cadre des trinômes académiques de La Réunion et de Mayotte ;
- rédaction d'articles pour la revue Défense de L'Union-IHEDN ;
- participation aux manifestations et cérémonies publiques organisées par les autorités civiles et militaires de La Réunion ;
- appui aux « correspondants défense » des communes et participation aux activités organisées par la réserve citoyenne des forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI) : conférences, visites de sites ou de navires en escale, voyages d'études... ainsi que par les FAZSOI : exercice RESEVAC, Journée Nationale du Réserviste, exercice Pirat Air organisé par le commandement de la gendarmerie de La Réunion ;
- voyages d'études à l'étranger ;
- participation aux diverses rencontres qui se tiennent en métropole : séminaire d'actualisation des connaissances des auditeurs, réunion des dirigeants d'associations d'auditeurs, Forum.



L'association PRODIJ est née d'une volonté collective des institutions, des jeunes et des acteurs jeunesse du territoire réunionnais d'améliorer les politiques jeunesse, à travers notamment le Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) Jeunesse Réunion qu'elle a porté de 2017 à 2022. PRODIJ est notamment devenu Organisme de Formation certifié Qualiopi en 2022.

PRODIJ a pour vocation de favoriser la montée en compétences des professionnels qui travaillent avec les jeunes du territoire en tenant compte des besoins et attentes des nouvelles générations. Elle crée également des espaces de synergie entre jeunes et acteurs pour favoriser les initiatives et des projets porteurs de sens pour le territoire et l'avenir des jeunes.

Son ambition est ainsi d'améliorer l'insertion socio-professionnelle et l'inclusion sociale des jeunes réunionnais à travers l'harmonisation des pratiques professionnelles des acteurs, l'impulsion des démarches de co-construction et le renforcement des liens sur le territoire.

A travers nos actions nous souhaitons favoriser l'expression, l'initiative, l'autonomie sociale, la citoyenneté et la mobilité des jeunes.

Notre philosophie repose sur 3 piliers :

- Le travail collaboratif : la mise en réseau et la co-construction entreprises dans chacune de nos missions permettent de proposer de réelles réponses aux besoins et attentes exprimés sur le territoire ainsi qu'une amélioration continue de nos actions.
- Les jeunes au cœur de la démarche : PRODIJ favorise la participation et l'implication des jeunes à tous les niveaux d'intervention ; de leur engagement au sein des instances décisionnelles de PRODIJ à la conception d'actions, en passant par leur représentation à des comités stratégiques qui les concernent.
- L'innovation positive comme moteur : des actions innovantes et valorisantes en proposant des formats ludiques, répondants aux logiques de la pédagogie active et sensibilisant à un cadre résolument positif, soucieux des autres et de son environnement

Nos actions :

Pôle formations : montée en compétences des professionnels qui travaillent avec des jeunes à travers des formations autour des thématiques suivantes :

- Méthodologie de projet ;
- valorisation des parcours et compétences ;
- renforcement des processus de recrutement et fidélisation des jeunes salariés.

En 2022, ce sont 42 et 51 professionnels qui ont été respectivement formés sur le territoire Réunionnais à la méthodologie de projet et la valorisation des parcours et compétences des jeunes.

Pôle rencontres et outils : PRODIJ organise des rencontres de valorisation, de synergie et de co-construction permettant la cohésion, l'envie d'agir et la mise en action collective. Ces rencontres sont nourries par des outils pédagogiques et méthodologiques lancés par PRODIJ et co-construits avec les acteurs et les jeunes du territoire. Des gammes d'outils ont également été mises en place afin d'alimenter les formations PRODIJ et d'outiller leurs bénéficiaires.

Au total, entre 2017 et 2022, ce sont plus de 14.000 jeunes touchés par les actions du PIA jeunesse et plus de 300 structures du territoire se sont impliquées dans au moins une de ces actions.

Pôle laboratoire : Développement d'actions expérimentales co-construites et innovantes.



Créée en 1982, l'Université de La Réunion accueille aujourd'hui plus de 19 000 étudiants par an. Positionnée au cœur de l'axe Afrique – Asie, elle ambitionne d'être la référence de l'Enseignement Supérieur et de l'Innovation française dans la zone Sud- Ouest de l'océan Indien. Fortement ancrée sur le territoire, l'Université de La Réunion continue d'assumer son rôle d'ascenseur social. Elle contribue de par sa recherche scientifique, la formation et l'insertion de la jeunesse au développement socio-économique et culturel. Son objectif est de répondre de la manière la plus adaptée possible aux enjeux majeurs de cet espace. Des dispositifs spécifiques sont mis en œuvre pour favoriser la réussite pour toutes et tous en formation et s'inscrivent dans le domaine : *Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien*.

1- DU PaRéo CPESIP

Le Diplôme Universitaire (Formation initiale) Cycle Préparatoire aux Etudes Supérieures et à l'Insertion Professionnelle (CPESIP) labellisé « passeport pour réussir et s'orienter » (PaRéo) est une année postbac. C'est un dispositif d'orientation, de préparation à différents parcours d'études supérieures ou d'insertion professionnelle. L'objectif est d'accompagner les étudiants à la définition d'un projet personnel et professionnel et d'amorcer sa mise en œuvre. Ce dispositif accueille jusqu'à 300 étudiants par an répartis sur les sites Nord (Moufia) et sud (Tampon) de l'université. L'année du CPESIP se divise en 2 semestres. Le premier transversal se clôture par un jury d'orientation, le second voit l'enclenchement de la réalisation du projet personnel et professionnel. Cette formation d'un an est habilitée par le ministère à recevoir des boursiers. Ce dispositif a été lauréat du prix PEPS 2019 dans le domaine « innovation pédagogique – accompagnement à la réussite étudiante »

2- Institut de l'illettrisme et des langues de l'océan Indien (ILLETT)

Créé au sein de l'université en 2011, cette composante s'inscrit dans le cadre de l'enjeu sociétal majeur que constitue à La Réunion la prévention et la lutte contre l'illettrisme. 14.8 % des jeunes sont concernés (JDC, 2015). Engagée auprès des acteurs du territoire que sont l'Etat et la Région et de nombreux partenariats pour la mise en œuvre d'un plan de développement des compétences de base (Charte PPLCI, 2011- 2015), l'ILLETT a pour mission de développer autour de la recherche- action des offres de formation et d'outillage.

En formation initiale, des actions de sensibilisation aux questions de l'illettrisme, du décrochage scolaire et universitaire sont destinées à tous les étudiants. De même des ateliers de consolidation de l'utilisation de la langue française à l'oral et à l'écrit sont à la disposition des publics plus ou moins en difficulté. L'ILLETT porte une attention particulière au plurilinguisme et à l'interculturalité des personnes issues de la zone océan Indien et d'ailleurs. Des ateliers d'accompagnement des étudiants à la maîtrise des outils informatiques à usage professionnel (lutte contre l'illectronisme) sont également disponibles.

En formation tout au long de la vie, des cours sont dispensés en Diplôme d'accès aux études universitaires notamment à travers un module intitulé *Sociétés plurielles océan Indien*. Dans sa mission de professionnalisation des acteurs, l'ILLETT, à l'écoute des institutions, des organismes, répond à leurs besoins de formation et d'outillage de manière ciblée et contextualisée.

Le nombre de participants aux actions de formation de l'ILLETT sont en constante augmentation, conforté par la mise en ligne d'outils sur le site de l'université numérique de La Réunion.



mémoire et solidarité

Office National
des Anciens Combattants
et Victimes de Guerre

Le service gère à la fois le département de La Réunion et celui de Mayotte.

Il est composé de trois personnes dont le directeur.

Le nombre de ressortissants (anciens combattants, veuves, pupilles de la Nation, victimes d'attentats terroristes) est estimé à 2 500 personnes environ.

Les principales activités sont les suivantes :

- 1) Délivrance de cartes et titres (cartes du combattant, titres de reconnaissance de la Nation, cartes de stationnement pour invalides, cartes de veuves...) ;
- 2) Aides sociales, prêts et participation aux formations des anciens militaires anciens combattants. Les aides attribuées se font par le biais de commissions d'action sociale qui se tiennent tous les deux mois. Les aides sociales peuvent prendre la forme de secours d'urgence, d'aides ménagères, d'aides pour les études des pupilles de la Nation... ;
- 3) Transmission de la mémoire combattante et des valeurs citoyennes ;
- 4) Organisation des Concours auprès de l'Education Nationale tels que :
 - Le Concours National de la Résistance et de la Déportation ;
 - Les Petits Artistes de la Mémoire ;
 - Bulles de Mémoire.
- 5) Mise à disposition d'expositions sur les conflits contemporains ;
- 6) Interventions dans les écoles, à la demande des professeurs, sur les différents théâtres d'opérations ayant engagé l'Armée Française, sur la citoyenneté, sur le Bleu de France...
- 7) Organisation de rencontres intergénérationnelles (entre anciens combattants et jeunes) ;
- 8) Participation au rallye citoyen impliquant 300 collégiens et lycéens de Mayotte et de La Réunion ;
- 9) Interventions à la demande du CSNJ RM (Centre du Service National et de la Jeunesse La Réunion Mayotte) et du SNU (Service National Universel) sur l'organisation des cérémonies patriotiques.

LES MISSIONS LOCALES DE LA RÉUNION

- 55 lieux d'accueil répartis sur le territoire réunionnais
- 4 Missions Locales et 1 ARML
- 500 professionnels

Les Missions Locales : une offre de services à destination des jeunes et des entreprises



LES MISSIONS LOCALES AU SERVICE DES JEUNES

Construire
ensemble une
place pour tous
les jeunes

Bertrand Schwartz



Les Missions Locales : leurs missions

- Accompagnement vers l'autonomie et l'emploi des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire
- Mission de Service Public de proximité
- Acteur incontournable des politiques publiques en matière de jeunesse
- Habilitation pour délivrer le Conseil en évolution professionnelle (CEP)
- Animation de la Plateforme de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD)
- Opératrices de l'obligation de formation jusqu'à 18 ans

Les Missions Locales

CHIFFRES-CLÉS 2021



* Tout jeune qui a eu au moins un entretien
** Tout jeune en contact pour la 1ère fois en mission locale
*** Tout jeune qui a bénéficié au moins d'un entretien individuel d'un atelier ou d'une information collective

Les Missions Locales

CHIFFRES-CLÉS 2021

LES ENTRÉES EN SITUATION PROFESSIONNELLE ET EN FORMATION



Les Missions Locales

CHIFFRES-CLÉS 2021

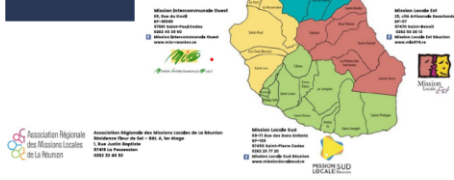
PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT



Données extraites de l'annuaire régional 1-800-10-0123

**** : Projet personnalisé d'accès à l'emploi

LES MISSIONS LOCALES DE LA RÉUNION





QUI SOMMES-NOUS ?

Fondée en 2012, l'école de la Deuxième Chance est une association qui a pour but l'insertion socio-professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans, sans diplôme et sans qualification, par le biais de remise à niveau, d'ateliers APC (*Approche Par Compétences*) et de périodes de stages en entreprise afin de valider leur projet.

L'E2C Réunion est présente sur 4 villes :



5683

STAGIAIRES ACCUEILLIS DEPUIS 2012

81%

DE STAGIAIRES SATISFAITS EN 2022



«Grâce à l'E2CR, j'aborde la vie professionnelle du bon côté, car je voyais cela du mauvais oeil ! Et maintenant je suis en CDI, que demander de plus ?»

Nasser AHAMADA - Assistant de Gestion - AKTO Réunion - Ancien stagiaire de l'E2CR
Priscilla ROBERT - Assistante Emploi Formation - AKTO Réunion

LE PARCOURS

1

VOTRE ORIENTATION

La Mission Locale ou divers partenaires vous orientent vers l'E2CR, ou vous décidez seul de postuler sur l'un de nos 4 sites (Sainte-Marie, Saint-Pierre, Saint-André ou Saint-Paul).

- 1ère sélection sur entretien pour déterminer votre motivation
- Évaluation de vos connaissances pour déterminer le programme de formation
- 1er stage de 2 semaines en entreprise sous la conduite d'un tuteur pour évaluer le comportement au travail

2

VOTRE ENGAGEMENT

Vous êtes admis à l'E2C

- Signature d'un contrat d'engagement
- Formation professionnelle rémunérée
- Stage de découverte (3 métiers) en entreprise
- 50% du temps de la formation en entreprise et 50% à l'école

3

VOTRE APPRENTISSAGE

- Poursuite du programme de formation à l'école et en entreprise
- Confirmation de votre projet professionnel

Ils sont prêts à s'insérer dans le monde du travail

L'APPROCHE PAR COMPÉTENCES (APC)

LA PÉDAGOGIE



UN PARCOURS INDIVIDUALISÉ EN ALTERNANCE

- Entre 4 et 9 mois
- Formation au numérique et par le numérique
- Acquisition et évaluation des compétences nécessaires à une intégration au monde des métiers
- Pédagogie active ouverte aux activités de la vie de la cité pour une insertion citoyenne et sociale

Délivrance d'une attestation des Compétences Acquisées

5 PRINCIPES APC EN E2C

Renforcer les COLLECTIFS de
travail et de formation

Développer la
TRANSVERSALITÉ dans la
mise en œuvre de
la formation

Mieux prendre en compte
les ACTIVITÉS RÉELLES
d'apprentissage

Intégrer une
POSTURE FACILITATRICE

Renforcer les temps de
RETOUR SUR
EXPÉRIENCE

ÉVALUATION EN CENTRE ET EN ENTREPRISE

Les stagiaires intégrant l'E2C Réunion seront évalués par rapport au référentiel issu du réseau E2C France, qui permet aux équipes de mesurer le degré d'acquisition des compétences.

53%

DE SITUATIONS POSITIVES
(EMPLOI OU FORMATION)
EN 2022



**RÉGION ACADÉMIQUE
LA RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse.

L'intitulé de ce ministère est important. Anciennement dénommé ministère de l'Instruction publique, le changement d'appellation en 1932 n'est pas anodin. Il démontre l'engagement de ses employées auprès des jeunes. Non seulement dans l'objectif de les instruire mais plus largement de les éduquer.

Parce qu'un jeune ne peut être considéré que de façon holistique, rien ne peut être cloisonné : sa vie personnelle, son environnement familial, son milieu social influent bien évidemment sur son parcours scolaire et sa personnalité en construction.

Le ministère de l'Éducation Nationale a une importance sociale essentielle : le [droit à l'éducation](#) étant consacré par la [déclaration universelle des droits de l'homme](#).

L'Éducation Nationale est donc impliquée dans l'ensemble des questions relatives à notre jeunesse et apporte au CRAJ sa connaissance des réussites, des difficultés et des leviers possibles à mettre en place autour du jeune afin de l'accompagner dans son développement.

L'Éducation Nationale parce qu'elle accompagne le jeune depuis la maternelle jusqu'à son insertion professionnelle participe à la construction de ses compétences clés : compétences de communication, compétences sociales et civiques, compétences en mathématiques ainsi qu'en sciences et technologies mais aussi numérique, compétences dans l'aptitude à gérer efficacement son apprentissage à développer son esprit d'initiative et sa sensibilité et expression culturelles. Des compétences constamment évoquées lors des réflexions menées au sein du CRAJ.

Région Académique La Réunion

Chantal Manès-Bonnisseau, Rectrice de la région académique La Réunion a ainsi souhaité une politique éducative concentrée sur des priorités ciblées et adaptées au territoire : il s'agit d'assurer la maîtrise des savoirs fondamentaux par tous les élèves, d'assurer l'égalité des chances pour tous et de faire de la formation professionnelle une voie de réussite et d'excellence. Une politique adaptée à une île à la géographie accidentée et montagneuse, dont l'isolement géographique réduit les opportunités de mobilité, au climat tropical qui détermine un calendrier scolaire adapté, culturellement attachée à un bilinguisme marqueur d'identité, socialement caractérisée par une transition rapide entre une société familiale traditionnelle et une société urbanisée moderne très jeune.

L'académie de La Réunion en quelques chiffres c'est :

113 960 ÉCOLIERS
100 670 COLLÉGIENS ET LYCÉENS
21 429 PERSONNELS

520 ÉCOLES
87 COLLÈGES
48 LYCÉES



Qu'est-ce que le Trinôme académique?

Placé depuis 1989 sous l'autorité du recteur, de l'autorité militaire et du Président de l'association régionale des auditeurs de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale, le trinôme académique est chargé de promouvoir l'esprit de défense à travers des actions et des formations à l'attention des élèves, des enseignants et de tous les responsables du système éducatif. Confirmé dans ses missions par les protocoles de 1989, 1995, 2007 et 2016, le trinôme académique participe aux trois étapes du parcours de citoyenneté défini par la loi de 1997 portant suspension de la conscription: l'enseignement de la défense, le recensement et la participation à la Journée Défense et Citoyenneté.

Le parcours citoyen

Le parcours de citoyenneté propre au ministère des Armées n'est pas à confondre avec le parcours citoyen du ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports. Il s'inscrit dans le projet global de formation de l'élève comme les trois autres parcours (avenir, éducation artistique et culturelle et santé). Il s'adresse à des citoyens en devenir qui prennent progressivement conscience de leurs droits, devoirs et responsabilités. Il permet d'aborder, entre autres, le champ de l'éducation à la défense. Il engage tous les enseignements dispensés, mais notamment l'histoire-géographie, le français, l'éducation physique et sportive, les enseignements artistiques, l'enseignement moral et civique, l'éducation aux médias et à l'information.

Les missions :

- Concourir à la formation initiale et continue des enseignants en matière de défense et de sécurité nationale;
- promouvoir les valeurs qui fondent l'esprit de défense et de sécurité nationale auprès des élèves dans le cadre des programmes scolaires;
- permettre l'approfondissement de cet enseignement dans le cycle supérieur;
- reconnaître et encourager l'engagement des jeunes, des enseignants et autres personnels de la communauté éducative dans des projets relevant de la défense;
- développer les liens entre la jeunesse, la défense et la sécurité nationale.

Depuis les attentats terroristes de 2015, le ministère de l'Éducation nationale accorde une importance particulière au lien défense/nation. Les relations entre la Défense et notre ministère se trouvent donc au cœur du protocole interministériel de 2016 avec les 11 mesures de la Grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République et la création d'une Réserve Citoyenne.

Le ministère des Armées à La Réunion

Les Forces armées dans la zone sud de l'océan Indien contribuent à l'exercice de la souveraineté française et à la préservation des intérêts de la France dans cette région. Le général COMSUP FAZSOI dispose d'un état-major interarmées et commande 1 700 militaires et plus de 300 civils de la Défense. Les forces armées dans la zone sud océan Indien sont composées d'unités des trois armées.

• L'armée de Terre

Le 2^e régiment de parachutistes d'infanterie de Marine (2^e RPIMa), implanté à Pierrefonds (La Réunion) et le détachement de Légion étrangère de Mayotte (DLEM), basé à Dzaoudzi (Mayotte).

• La Marine nationale

La base navale Port des Galets, qui assure le soutien des bâtiments affectés à La Réunion et constitue leur port d'attache, et la base navale de Mayotte, dont la mission principale est d'assurer la permanence de la lutte contre l'immigration clandestine, assure le soutien des bâtiments affectés à Mayotte et constitue leur port d'attache.

• L'armée de l'Air

La Base aérienne 181 (BA181), co-localisée avec l'aéroport international " Roland Garros " de La Réunion, et comprenant une unité navigante : l'escadron de transport (ET50), équipé de deux avions de transport Casa.

Les missions :

Force de souveraineté et force de présence dans une zone de responsabilité permanente aux éloquations importantes, les FAZSOI remplissent un large panel de missions qui sollicitent les capacités des trois armées:

- des missions de souveraineté en maintenant une présence permanente sur les îles Eparses Europa, Juan de Nova et Glorieuses, en assurant des missions de police des pêches, de lutte contre l'immigration clandestine, de recherche et de sauvetage en mer, de lutte contre la piraterie et de surveillance des approches maritimes ;
- des missions de la surveillance et de la protection de la navigation commerciale et des intérêts français dans la ZEE ;
- des missions d'assistance aux populations en cas de catastrophe naturelle en complément des capacités et des actions au sol des services spécialisés de l'État ;
- des missions de formation au centre d'aguerrissement tropical de La Réunion (CATR) du 2^{ème} RPIMa et au centre d'instruction et d'aguerrissement nautique (CIAN) du DLEM ; l'organisation d'activités de coopération régionale ;
- la conduite ou la participation à une opération militaire dans un environnement national ou multinational dans la zone.

Les activités principales du trinôme académique à La Réunion

- Animation des classes défense et identification de nouveaux partenaires ;
- organisation du rallye citoyen annuel sur 3 sites ;
- animation d'une journée de formation à destination des stagiaires à l'INSPE ;
- participation au CRAJ ;
- participation des classes défense au circuit de la flamme du soldat inconnu.

Thèse de Doctorat présentée par Christophe ROCHELAND

LA DIPLOMATIE TERRITORIALE DE LA REUNION, GENÈSE, ANALYSE ET ENJEUX DE GEOPOLITIQUE INTERNE ET EXTERNE



TITRE : LA DIPLOMATIE TERRITORIALE DE LA REUNION, GENÈSE, ANALYSE ET ENJEUX DE GEOPOLITIQUE INTERNE ET EXTERNE

Ce travail de recherche pluridisciplinaire évoque les conditions, le contexte et la genèse d'une diplomatie territoriale de l'île de La Réunion, Région française et européenne du Sud-Ouest de l'océan Indien, depuis la fin de la guerre froide. Prenant ses sources dans la période conflictuelle de décolonisation du département français des Mascareignes et se déployant pleinement dans la décentralisation spécifique des territoires ultramarins français, cette politique extérieure est soumise à bien des contradictions historiques et sociologiques que l'ouvrage détaille dans un travail inédit de recensement des actions de coopération internationale institutionnelle et politique des principaux acteurs (partis politiques, associations, Région, département, État) et de leur contexte sociohistorique. Il s'agit donc de cerner, à partir d'une analyse de géopolitique externe, intrinsèquement liée à la géopolitique interne, les moteurs et freins de cette politique extérieure postcoloniale, soumise aux influences de l'action diplomatique de la France dans l'océan Indien. L'étude des représentations et discours associés à cette diplomatie territoriale permet alors de mettre en perspective les problématiques complexes du développement et d'en comprendre les insuffisances et limites, dans une région considérée comme l'un des épicentres de la géopolitique mondiale.